

# Le Parti socialiste « dans l'opposition constructive et vigilante »

SPÉCIAL

Conseil national 



© C. P.-T.

Le conseil national qui s'est tenu samedi 24 juin était emprunt de «gravité» comme l'a souligné Rachid Temal, Secrétaire national chargé de la coordination et de l'organisation, dans une conférence de presse à l'issue de la réunion. «Beaucoup d'intervenants ont salué l'ensemble des sympathisants, des militants, des candidats qui ont porté nos couleurs lors des élections législatives», a-t-il relevé. Il a cité «un moment important» du conseil national, lorsque «la salle a applaudi longuement» l'ancien Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, «pour marquer son action à la tête de notre parti».

La résolution, adoptée à l'issue du Conseil national (à lire en intégralité en dernière page) rappelle «des enjeux forts du moment»: «nous avons la vision d'un socialisme démocratique, et nous considérons les rôles importants que doivent jouer le Parlement, l'autorité judiciaire, la presse...» Or, les premiers pas du nouveau gouvernement soulèvent des inquiétudes. «Nous souhaitons rappeler que ces corps intermédiaires ne sont pas un frein à la démocratie».

Le mot d'ordre du Parti socialiste est celui d'une «*opposition constructive et vigilante*». «Le PS est clairement dans l'opposition au gouvernement d'Édouard Philippe», a affirmé Rachid Temal, et en conséquence «ne votera pas la confiance».

Les échanges ont aussi permis d'évoquer la refondation du Parti, «qui doit associer l'ensemble des militants mais également des hommes et des femmes qui ne sont pas membres de notre parti et qui souhaitent participer». Le conseil national prévu le 8 juillet permettra de présenter la direction collégiale. Des consultations en vue de sa formation sont en cours. Cette nouvelle direction devra présenter une feuille de route lors d'un séminaire organisé fin août avec les premiers fédéraux, les membres du bureau national, les présidents de groupe. Les militants auront à se prononcer sur la feuille de route en septembre.

# Maison de la Chimie **2017** Samedi 24 juin







## JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Pour la refondation, c'est l'heure ! Donc commençons à l'heure, c'est le premier acte de la refondation !

Permettez-moi de dire quelques mots, même si beaucoup sont encore en bas et dans la rue, pour les camarades qui n'ont pas pu retrouver leur siège à l'Assemblée nationale. Ils ont mené de durs combats depuis des mois et des années, ils se sont battus à l'Assemblée pour représenter les Français, ils ont animé le débat politique, mais le peuple souverain dans des conditions bien sûr particulières, ne les a pas reconduits.

Je voudrais leur dire que nous pensons à eux, qu'ils sont bien présents dans nos pensées, et que le conseil national les salue.

Permettez-moi aussi de saluer ceux qui ont retrouvé leur poste de député ou qui l'ont trouvé. Ils sont aujourd'hui nos représentants à l'Assemblée nationale, même si, je vais le dire, l'Assemblée nationale ne résume pas à elle seule le Parti socialiste. Je voudrais leur faire un signe amical, leur dire que nous comptons sur eux pour bien nous représenter dans cette législature qui s'annonce difficile, avec un rapport de force qui est, vous l'avez tous compris, pas tout à fait favorable au Parti socialiste.

Je voudrais dire deux mots pour deux camarades, même s'ils ne sont pas encore présents. Pour Guillaume Bachelay d'abord, qui a écrit tant de textes pour le parti, avec ses compères, Alain Bergounioux et Henri Weber, et qui n'a pas pu gagner l'élection législative dans sa circonscription. Aujourd'hui, il va prendre me semble-t-il un peu de champ, c'est dommage. Je le dis. Je pense que les débats que nous aurons, y compris la forme de la transition n'aurait pas été la même, si Guillaume Bachelay avait gagné son élection législative. Il la perd de peu, parce qu'un candidat écologiste lui a pris les voix qui l'empêchent d'être au second tour. Et puis un dernier mot pour un de mes vieux camarades de combats, qui lui aussi va prendre un peu de champ, ce qui ne veut pas dire qu'ils abandonnent la politique, mais ils vont être obligés de trouver un emploi, comme beaucoup d'entre vous. Il s'appelle Christophe Borgel, vous l'avez compris.

Christophe, j'ai mené de longues et nombreuses batailles politiques avec lui depuis très longtemps. Même bien avant mon adhésion au Parti socialiste. Ça me touche de le voir aujourd'hui dans la situation dans laquelle il est, ça me peine de voir nos chemins, conjoncturellement, s'éloigner. Je voulais à cette tribune amicalement le saluer tant il fut utile au Parti socialiste.

Après ces saluts qui ne sont pas des saluts d'usage, mais qui viennent du fond du cœur, je voudrais poser plusieurs questions.

La première est la suivante, et il faut y répondre sans détour : est-ce que le pronostic vital du Parti socialiste est engagé ? Est-ce que la refondation est possible ou est-ce que le socialisme démocratique, tel que nous le connaissons, est hors l'histoire ? Il faut nous imposer cette réflexion. Ce qui ne veut pas dire que la gauche soit hors l'histoire. Mais le PS ? Il porte la gauche sans qu'elle se réduise à lui. Avons-nous encore une nécessité, une utilité historique ? Il faut se poser cette question et on ne peut recommencer un cycle en pensant que tout va être mécanique. Il suffirait d'attendre. Non, on doit répondre à la question quel rôle historique pour les socialistes ?

Ainsi posé, on peut aborder la première des conditions de la refondation. Elle est assez simple, c'est un état d'esprit. Voulons-nous continuer ensemble ? Si on répond oui à cette question, il y a un avenir possible. Si on ne répond pas à cette question, je vois un avenir difficile.

Il faut répondre à cette question, c'est le moment. Si on veut continuer ensemble, alors le chemin doit être loyal pour cette reconstruction, en sachant qu'il faut un état d'esprit d'abnégation, d'humilité. Il faut du dévouement, de la confiance entre nous. J'oserais même dire de la fraternité. Il faut en outre, ne pas préjuger de ce que sera l'avenir, je veux dire par là qu'il ne faut pas se mettre en situation de penser d'ores et déjà à la prochaine échéance présidentielle. Car si c'est le cas, nous avons définitivement perdu.

Le problème posé à l'ensemble des socialistes, une fois répondu à la première et à la deuxième question, et salué nos camarades, est le suivant : où en sommes-nous ? Nous savons que nous venons de subir une défaite parlementaire majeure, nul ne l'ignore. Nous savons aussi que le Parti socialiste ne se réduit pas à sa fraction parlementaire, pour parler comme les so-

cio-démocrates allemands. Mais qu'en même temps, sous la V<sup>e</sup> République, si le Parlement n'a pas l'importance que sous la IV<sup>e</sup>, il est un marqueur fort.

Nous pouvons dire, nous devons dire, la maison d'Épinay est à terre. Tous les éléments qui l'ont constituée sont aujourd'hui fracassés. Cela ne vient pas simplement du moment présent, beaucoup l'avaient diagnostiqué auparavant. Cela vient de loin. Et on pourrait dire, mais ça, ce sera l'objet des discussions que vous aurez. Il y a eu des moments où il était encore possible de refonder la vieille maison. Mais que l'impératif de gouverner nous a conduit à écarter nos refondations. On peut le dire avec l'arrivée de Lionel Jospin aux responsabilités. Nous étions engagés dans un processus de refondation, et la dissolution nous a amenés à l'interrompre. Nous pouvons dire qu'avec Martine Aubry, la situation n'était pas simple. Elle avait commencé dans la pire des difficultés. Le processus de refondation a plutôt été un processus visant à éviter les éclatements qu'une refondation. On pourra évidemment discuter de tout cela. Mais Épinay étant à terre, c'est une toute autre stratégie qu'il faut concevoir.

« EST-CE QUE LA REFONDATION  
EST POSSIBLE OU EST-CE  
QUE LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE,  
EST HORS L'HISTOIRE ? »

Mais nous ne partons pas de rien, même si à l'élection présidentielle, nous avons fait 6,5% des suffrages. Nous avons un réseau militant qui est très ébréché, très entamé, mais qui existe toujours, et qui me semble être l'un des plus importants encore à gauche. Nous avons un millier d'élus de villes de plus de 10 000 habitants, nous avons 42 conseils départementaux, nous avons des présidents et des présidentes de région, nous avons un patrimoine, un groupe parlementaire à l'Assemblée, un groupe parlementaire au Sénat, nous avons un groupe très actif au Parlement européen. Nous avons une histoire qui a façonné et fasciné la France. Nous avons donc structurellement une force politique qui, à gauche, n'est pas dépassée, même si électoralement, elle l'a été dans deux élections.

Ceci est important pour tous ceux qui se poseront honnêtement le problème de la refondation ou même pour ceux qui caressent l'idée d'une autre fonda-

tion. Il faut savoir là ce que l'on quitte pour savoir ce que l'on fait.

Certes le Parti socialiste n'a pas ou plus une bonne image. Il ne fait pas envie comme on dit. Mais va-t-il pour autant disparaître? Rien n'est moins sûr. Il peut survivre à l'état de trace ou de mémoire, obtenir des succès électoraux partiels. Les grands partis ne disparaissent pas comme cela. Le Parti radical, le Parti communiste, voire l'UDF. Mais est-ce ce que nous voulons? Est-ce le destin, le dessein des nouvelles générations? Est-ce ainsi que l'on conçoit l'utilité du socialisme français?

Il faut distinguer, cela va être nécessaire, la décantation de la refondation politique. La décantation, elle va être là, elle est évidente, elle est nécessaire. Tous les phénomènes que nous avons rencontrés lorsque nous étions aux responsabilités ne se sont pas évanouis puisqu'un nouveau président vient d'arriver. Les fameuses contraintes seront toujours là. Des choix vont être faits, et on les voit déjà, en termes de déficit budgétaire, de retraite, de périmètre de la fonction publique, de Code du travail, de lutte contre le terrorisme, de réfugiés. Tous ce que nous avons connus, ce à quoi nous avons répondu, même s'ils ne sont pas exempts de critiques, tout cela va continuer à exister. Et la pratique du pouvoir n'est pas neutre. Même si elle est technocratisée. Elle a un contenu politique. Et elle provoquera immanquablement des réactions. Mais attention, mes chers amis, il peut y avoir du refus, il peut y avoir des rejets, il peut y avoir des mouvements sociaux, il peut y avoir de la contestation, il peut y avoir de l'opposition, mais cela ne refondra pas mécaniquement le Parti socialiste.

Pire, si nous ne sommes pas renouvelés, reformulés, si nous ne sommes pas dans le combat en proposant, nous pouvons être zappés, et d'autres formations politiques peuvent utiliser ce qui surgira de cette décantation. Et je ne pense pas seulement sur notre gauche. Il y a d'autres formations politiques, je pense au Front national, qui a été battu au second tour de l'élection présidentielle. On oublie un petit peu vite que le Front national était au second tour de l'élection présidentielle. Et ce n'est pas parce que la leader du Front national était pour tout dire médiocre, pour ne pas dire plus, que cela annihile le nationalisme rampant qui existe en France et dans toute l'Europe. Il prendra d'autres formes. Alors l'impérieuse nécessité du Parti socialiste est à sa refondation pas pour des raisons d'appareil.

Nul n'ignore que le courant progressiste dans le monde et la social-démocratie sont divisés. Les moteurs de sa

construction, à savoir l'État providence, l'extension des libertés sont en crise. On s'interroge même sur les libertés nouvelles. On s'interroge sur l'État providence, voire on veut le remettre en cause même dans le courant progressiste. Nous avons des affrontements, des positionnements différents. Voire une compétition entre ceux qui veulent s'insérer dans la mondialisation pour la maîtriser ou l'accepter et ceux qui veulent la nier et proposent une résistance. On a connu cela avec Jeremy Corbyn, les néoblairistes en Angleterre. On a connu cela avec Bernie Sanders et Hillary Clinton aux États-Unis. On connaît cela avec Matteo Renzi et Massimo D'Alema en Italie, avec notre camarade Pedro Sanchez dans le PSOE, on le connaît aux Pays-Bas et au SPD sous une certaine forme, et dramatiquement aussi en Autriche, où je rappelle à tous les camarades que le SPO autrichien s'interroge s'il fait une alliance avec l'extrême droite.

---

«NUL N'IGNORE  
QUE LE COURANT PROGRESSISTE  
DANS LE MONDE EST DIVISÉ.»

---

Le courant progressiste est bouleversé, disloqué parfois renversé. Faut-il le refonder, le continuer, aller à gauche? Le recentrer ou le reformuler? Vaste débat qu'il faudra trancher dans nos rangs. Et puis nous avons la refondation stratégique. Nul n'ignore que le parti communiste n'est plus le même qu'au moment du congrès d'Épinay, et que d'autres formations ont surgi. Nul n'ignore que la structuration du champ politique n'est pas celle de la gauche plurielle. Les écologistes ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes et espèrent que certains des nôtres les aident à se refonder, le Parti communiste est en très grande difficulté, les radicaux exsangues, le MRC qui n'a d'existence qu'au niveau de trace. Donc il y a une grande question stratégique. Est-ce que cette question stratégique doit rester dans un schéma classique partitidaire ou est-ce qu'il faut réfléchir à de nouvelles formes pour imposer un fait majoritaire? C'est une question qui nous est posée, il faudra y répondre.

Et puis il y a la refondation organisationnelle. Notre vieux parti qui fonctionne de la même façon depuis 1905, d'une façon verticale, qui a connu des rénovations, évidemment, des adaptations assurément. Doit-il fonctionner toujours de la même façon? Ne faut-il pas le décentraliser, trouver des formes d'organisations et de représentations plus collectives qui souligneraient notre différence vis-à-vis des partis organiques autour d'une personne?

La préparation même de nos congrès est interpellée. Je parle des suivants, pas du prochain. Faut-il toujours des contributions, qui sont une manière de se taper sur le ventre pour dire «j'existe»? et se retrouver ensuite derrière un leader. Est-ce que ceci est intéressant pour les Français? Est-ce intéressant pour nous? Est-ce qu'on n'est pas là entre nous? D'autres questions seront bien sûr posées sur le plan organisationnel. Et puis il y a la refondation politique, je la crois ce jour essentielle. Elle doit prendre en compte la situation même du moment dans lequel nous sommes. La V<sup>e</sup> République est à terre. Qui ne voit pas que dans le succès d'Emmanuel Macron, c'est le dernier rejeu, la dernière tentative de concevoir notre République à partir d'une centralisation qui, jacobine, non parlementaire, permettrait de régler l'ensemble des problèmes de la société française? «C'est le retour», dit Emmanuel Macron, «à 1962». Date intéressante, puisque c'est celle du plébiscite du Général de Gaulle. Mais après? La grève des mineurs de 1963, et la mise en ballottage du Général de Gaulle par François Mitterrand en 1965, c'était le Général de Gaulle. Il n'y a pas de stabilité en soi dans les situations politiques que nous traversons. La V<sup>e</sup> République aujourd'hui est à terre parce qu'elle a été construite, imaginée par le Général de Gaulle lors de son discours de Bayeux pour permettre face au régime des partis de légitimer le président de la République et de lui donner une majorité stable. Aujourd'hui, le président de la République est élu avec 24% au premier tour et un deuxième tour dans un rejet et non un projet. La grande différence avec François Hollande, c'est qu'il y eut un débat national entre le projet de Nicolas Sarkozy entre ce que nous connaissons de la pratique au pouvoir de l'ancien Président et ce que proposait François Hollande. Là, c'est un rejet du Front national, soutenu par le Parti socialiste d'une part et les Républicains de l'autre, à l'exception notable de Jean-Luc Mélenchon, qui ont fait bloc pour faire barrage à l'extrême droite. Et par un effet mécanique, ce 24% s'est muté en une majorité absolue jamais vue à l'Assemblée nationale. La contradiction entre la situation sociale du pays et la chambre Macron explosera un jour ou l'autre. Car la situation de l'exécutif est certes légitime mais artificielle par rapport à la situation profonde du pays.

Et encore là, il ne faut pas avoir de position mécanique, j'entends bien, pas ici, dans certains secteurs de notre parti, des amis, et non des moindres, espérer que le balancier revienne, à condition que le Parti socialiste se stérilise et attende sagement que la situation s'améliore. Cela ne se passera pas comme cela, parce qu'il va y avoir une crise

dans la société et au Parlement. Parce que quand vous avez huit groupes parlementaires, c'est l'entrée de la IV<sup>e</sup> République dans la V<sup>e</sup>. L'exécutif ayant une majorité aux ordres mais contestée par sept groupes parlementaires qui n'auront pas de temps de parole.

Or, vous connaissez les acteurs qui sont rentrés à l'Assemblée nationale. Jean-Luc Mélenchon sera sur la différenciation maximale, et je prévois quelques séquences assez amusantes au Parlement. Marine Le Pen quant à elle, ne va pas s'en laisser compter.

Il y aura une opposition muselée mais forte par sa capacité provocatrice. Le fait que cette majorité imposante aura quasiment le monopole de la parole parlementaire, une question d'actualité pour les groupes qui ne seront pas ceux de la majorité présidentielle. Vous croyez que ça peut tenir longtemps? Voilà une autre source de contradiction. Donc la question démocratique va ressurgir. La V<sup>e</sup> République ne contient plus les représentations qui se fragmentent. C'est le coup de pied de l'âne de l'Histoire, l'affaiblissement des partis traditionnels pour ne pas dire plus, par Emmanuel Macron libère une contestation plurielle.

Si comme je le pense, la jonction entre la contestation sociale et politique se déroule pendant ce quinquennat, le pays s'interrogera sur l'issue. Le Parti socialiste doit à ce moment être prêt à porter une solution institutionnelle, parlementaire et décentralisée dont la clé de voute doit être une vraie proportionnelle et une décentralisation réelle de notre pays. Il faut poser le débat au bon niveau c'est-à-dire au niveau de nos institutions. Je rappelle que François Mitterrand, qui n'ignorait rien de ce que voulait faire le Général de Gaulle dans la guerre d'Algérie, ne s'est pas déterminé par rapport à ce choix pourtant historiquement juste, mais par rapport à la question politique. C'est à partir de la question politique qu'il s'est déterminé. Après, on peut décliner les autres problèmes, ceux du champ politique classique: qui sommes-nous, qui sont les autres? L'extrême droite, on connaît, on continuera à combattre, la droite, on connaît aussi. Deux formations politiques qui ont émergé dans le champ de la politique: Emmanuel Macron, et Jean-Luc Mélenchon. On ne peut pas faire une refondation politique sans une caractérisation de l'un, et de l'autre, de façon de n'être subordonné ni à l'un, ni à l'autre.

Je pense que c'est nécessaire, ce qui ne veut pas dire accepter tel ou tel projet de loi s'il nous paraît juste. Mais il faut préserver notre autonomie. Nous procédons d'une orientation, d'une volonté qui est socialiste. C'est ça qui doit déterminer la refondation. Alors, après,

les caractérisations, on peut en donner, moi j'adore les concepts. Emmanuel Macron se veut jupitérien. Dans le langage ancien, pour les plus anciens d'entre nous, on appelait ça le bonapartisme, ça le reste. Quand vous regardez la composition de ce gouvernement, le nombre d'énarques au mètre carré est quand même assez élevé. Je sais qu'on nous faisait des reproches dans la dernière législature, mais là, franchement, on a dépassé toutes les bornes. C'est le techno-bonapartisme social libéral. Imagine t-on François Hollande centraliser à l'Élysée la lutte contre le terrorisme? Si nous avions fait cela, la presse nous aurait interpellés! Du jamais vu sous la V<sup>e</sup> République, même pas à l'époque du Général de Gaulle. François Mitterrand, avec le GIGN, peut-être pour d'autres raisons? Bon, passons!

---

« JE PENSE QUE LE PROBLÈME  
POUR LE PARTI SOCIALISTE,  
C'EST DE MONTRER DU COLLECTIF. »

---

Du jamais vu sous la V<sup>e</sup> République, un président de la République qui a des conseillers techniques communs avec le Premier ministre, c'est-à-dire la subordination totale du Premier ministre au président de la République.

Du jamais vu! Imaginez que le précédent président de la République, c'était, je vous l'avoue, pas son genre, mais qu'il ait dit: je retire un tel du gouvernement pour le mettre président du groupe. Parce que par ailleurs, il a quelques affaires et je n'ai pas envie que le gouvernement soit embêté. Tel est mon bon plaisir. Et ceci passe comme une lettre à la Poste. Mais c'est une hyper concentration. Et comme toute hyper concentration de pouvoir, elle va provoquer une hyper contestation. La nature de ce régime aujourd'hui, c'est l'offensive contre les corps intermédiaires, jugés comme un obstacle à la réalisation de la modernisation nécessaire libérale de la France. C'est la fusion des représentants de la haute administration, principalement Bercy, et l'intérêt de la nouvelle économie friands de dérégulation, tout en donnant des gages d'une société plus ouverte et libre. Nous n'en sommes qu'au début, encore que les projets de loi qui nous sont proposés ne vont pas tout à fait nous rassurer. Voilà pour Emmanuel Macron. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il faut bien s'entendre, ce n'est pas la substitution au Parti communiste. Je dirais même que toute sa campagne présidentielle, il a hésité entre les deux lignes: une gauche de substitution au Parti socialiste et un populisme de gauche d'inspiration Beppe Grillo. Et au soir de l'élection

présidentielle, battu, il a fait son choix: le populisme de gauche.

Jean-Luc Mélenchon c'est le gauchisme autoritaire. Pour lui la gauche, ses institutions, nous, mais aussi la totalité de ses représentations, y compris syndicales, coopératives ou solidaires, la gauche est un obstacle à l'émancipation du peuple. «Le tribun du peuple» est là pour dynamiter les représentations traditionnelles, principalement la gauche. Méfions-nous de ce type d'analyse qui fait de l'homogénéité du peuple le moteur d'une démocratie plébiscitaire. «Les idées justes naissent au sein du peuple» disait l'autre. Jean-Luc Mélenchon reprend le thème. La fusion entre les peuples homogènes et son leader n'est pas notre culture. La démocratie est délibérative, elle suppose une hétérogénéité du peuple. Refuser ce principe c'est s'attaquer à la démocratie représentative et aux corps intermédiaires.

Tiens, ça en rappelle un autre... C'est l'enjeu! Mais nous ne pouvons pas le suivre, je ne parle même pas de notre désaccord sur l'Europe qui peut conduire loin. Je ne parle pas des propositions économiques ou sociales qui jetteraient notre pays dans la ruine. Mais de l'éthique de la démocratie, car les socialistes depuis Léon Blum, ont toujours partagé une éthique de la démocratie, jamais démentie. Là il y a une différence majeure entre nous et lui.

À partir du moment où vous aurez caractérisé ceux qui ont capté une partie de notre électorat. Il sera possible d'avoir une orientation autonome et juger en fonction de l'intérêt général. Ce qu'il faut faire sur tel ou tel projet de loi ou engager tel ou tel combat. Je ne dis pas que nous ne voterons pas des lois de ce gouvernement. Je ne dis pas que nous ne mènerons pas de combats avec Jean-Luc Mélenchon. Mais en sachant ce que nous sommes et en quoi les socialistes sont différents.

Il nous reste maintenant à aborder deux problèmes. Le premier, c'est ce que nous devons dire, ensemble, je l'espère, par rapport à cette majorité présidentielle. Je crois que le Parti socialiste, instruit de l'effondrement de la SFIO suite à son soutien au Général De Gaulle, même si nous ne sommes pas la SFIO, loin de là, je rappelle qu'elle faisait 15% dans les élections avant de disparaître. Mais revenons à notre sujet. Pouvons-nous être dans la majorité présidentielle? Pour des raisons évidentes d'orientation, parce que nous avons fait campagne pour les plus modérés d'entre nous sur la nécessité d'être constructifs, qui ne l'est pas, mais enfin, constructifs et vigilants. Donc pouvons-nous dire, une fois élus que nous ne serons ni constructifs ni vigilants, mais que nous serons ali-

gnés ? Non ! Alors si nous ne sommes pas dans la majorité présidentielle, si nous sommes délimités d'elle, si nous avons été élus en combattant ses projets les plus emblématiques, si nous avons construit un groupe distinct, devons-nous voter la confiance ? La réponse est évidente : Non ! On ne peut pas voter la confiance et être dans la majorité. Alors, j'entends bien, j'entends bien, j'ai eu ce débat avec des camarades, c'est une spécialité du Parti socialiste. À partir du moment où on dirait qu'on n'est pas dans la majorité et qu'on ne vote pas la confiance, des camarades vont se lever et dire « attention, ce n'est pas suffisant ». Il faut voter contre. Et tous ceux qui ne voteraient pas contre ne sauraient être socialistes.

Cette attitude, mes chers camarades, pour radicale qu'elle soit, est une des raisons, à mon humble avis, une des raisons qui a ébranlé notre maison commune. L'incapacité à trouver un chemin commun, la surenchère pour la délimitation. Pour moi, si en sortant de ce conseil national, les socialistes disaient très clairement tous ensemble : nous ne sommes pas dans la majorité présidentielle et nous ne voterons pas la confiance, eh bien les Français nous écouteront en disant : ils ont fait un choix.

Reste la suite qui intéresse peu les camarades, puisque c'est la première partie théorique et politique qui les intéresse. Je veux parler de ma succession, la direction provisoire, le congrès, le congrès de refondation, quelques babioles qui sont le sel du militant socialiste moyen.

J'avais plusieurs choix, chers camarades, je ne suis pas idiot, je sais

entendre, surtout quand les mêmes à chaque crise, refondateurs professionnels, m'interpellent dans certaines tribunes médiatiques. Entre rester, car à l'évidence, rien ne m'obligeait à démissionner. J'aurais pu demander la démission de l'ensemble des dirigeants nationaux et fédéraux du Parti socialiste, pas simplement la mienne. Et m'engager dans un processus politique d'affrontement avec ceux qui auraient dit « mais non, il faut faire quelque chose de nouveau, et Camba, on l'aime bien, mais quand même, il est lourd à porter », eh bien j'ai décidé d'être léger. Mais j'ai aussi décidé, non pas de dire dimanche soir « je m'en vais, puisque vous êtes très intelligents, démerdez-vous ». J'ai décidé d'accompagner, voire de faciliter la refondation. J'y ai réfléchi depuis longtemps. Je crois très clairement qu'il faut une direction provisoire qui soit une direction collective. J'entends bien et je comprends parfaitement les camarades, je ne leur jette pas la pierre, qui disent : une direction collective, ça ne fait pas un point d'appui fort dans la crise que nous traversons. Mais je pense que c'est l'inverse, je pense que le problème pour le Parti socialiste, c'est démontrer du collectif. Ce sera notre punition. Les Français nous ont condamné à cela. Et moi, je fais confiance à l'intelligence collective. Donc pour ne pas compliquer les choses, j'ai proposé qu'il y ait un autre conseil national. Vous connaissez les journalistes, si on annonçait une direction collective, certains camarades ne seraient pas dedans. Ils en diraient du mal aux journalistes qui s'en régaleront. Je préfère que ce qui sort de ce conseil national, c'est une décision claire par rapport à la majorité présidentielle. Claire sur ce que nous voulons faire au Parlement. Claire par

rapport à Jean-Luc Mélenchon. Puis nous discuterons de cette fameuse direction collective. Elle doit élaborer une feuille de route, on doit en discuter tranquillement dans un séminaire fin août, puis elle doit être votée par les militants. Elle ne peut pas être octroyée aux militants. C'est eux qui sont sur le terrain, c'est eux qui doivent pouvoir trancher. Je suggérerai à ceux qui auront en charge ce dur travail, de travailler plutôt en option qu'en certitude, de façon que les militants puissent trancher ce qu'ils veulent. Et une fois que, début septembre, cette feuille de route sera tranchée, la direction sera légitimée jusqu'au prochain congrès. Quand est-ce qu'il aura lieu ? Ce sera à la feuille de route de le proposer. Je termine : il y a deux manières de voir la période qui s'ouvre devant nous. On peut estimer que c'est le chemin de croix d'un Parti socialiste qui ira de défaites en défaites, et qui disparaîtra. On peut, c'est mon cas, penser que le moment sera exaltant. Il y a là un chemin de pionniers pour construire une nouvelle gauche dans notre pays. Il y a des batailles à mener. Il y a des clarifications à faire. Il y a des hommes et des femmes à aller chercher. Il y a un courant à construire. Il y a des conquêtes à venir. Il y a un chemin à éclairer. Prenons en compte le moment mais ne cédon pas à l'injonction de disparaître.

Et il y a une anecdote, il y a de cela quelques jours, une personnalité m'a téléphoné, c'est Ivan Levaï. Il m'a dit : je veux adhérer au Parti socialiste. J'étais à Épinay, j'avais 30 ans, je veux être dans le nouvel Épinay. Pour moi, ce simple message qui m'a ému, au-delà d'autres, est un encouragement, voire un signe pour nos combats à venir. Alors, mes amis, vive le Parti socialiste.





“



”

## GUILLAUME BACHELAY

Mes camarades,  
cher Jean-Christophe,

Le socialisme français vit un point dernier de son histoire, et tout notre devoir est d'en faire le point d'un nouveau départ. C'est une tâche immense et elle exigera de l'humilité et de l'unité.

L'humilité, c'est se poser des questions avant d'asséner des réponses, sinon, les certitudes ne sont que des habitudes.

Et l'unité, c'est s'écouter dans le débat. C'est se respecter, c'est réfléchir pour reconstruire plutôt que fractionner et fracturer.

Bref, en somme, en bon laïc, le temps n'est ni au chapelet ni aux chapelles.

Parmi les défis idéologiques, stratégiques, organisationnels, humains qu'a évoqués le premier secrétaire, dont je peux témoigner à ma place de l'attachement à notre collectif, chaque jour, parmi ces défis, je m'en tiendrai à ce stade à trois questionnements. D'abord, où en est le socialisme ? Le temps des explications viendra. Il sera utile s'il sert à régler des problèmes et pas des comptes, et s'il porte sur notre action aux responsabilités, mais pas seulement, car notre échec est collectif et il vient de loin. Il est même continental.

C'est une donnée majeure qui n'a pas fini de faire sentir ses effets.

On repose sur le vote d'un inscrit sur six au premier tour des législatives.

Les abstentions, les votes nuls, qui jugent la politique impuissante, ont changé le cours des choses. Il y a la fraction des candidatures de gauche et écologistes, malgré, avec eux, je crois, un accord. Et il y a la sanction de nos incohérences et de nos divisions, nos divisions qui ont matricé continuellement l'exercice du pouvoir.

Mais la grande cause ici et ailleurs, la cause des causes, c'est l'épuisement du projet social-démocrate. Ses compromis issus des États-nations sont percutés de la globalisation, et ça ne date pas d'aujourd'hui. Ses objectifs historiques (extension des

libertés, protection sociale, décentralisation) ont été réalisés au profit de toute la société. Et nos valeurs régulatrices, interventionnistes sont apparues non seulement plus souhaitables mais plus valables, lors de la crise de 2008.

L'ennui, c'est que, lors de la décennie suivante, les dégâts produits par la dette souveraine et les politiques d'austérité ont privé la gauche de ses ressources pour l'innovation sociale et l'investissement public. Et il a manqué, sur le temps long, la redéfinition de l'idée socialiste dans le monde global, ouvert, connecté.

D'où une deuxième interrogation : la réflexion conditionne toute reconquête, mais par quelle question commencer ?

« LE SOCIALISME,  
C'EST L'ATTENTION AUX TERRITOIRES,  
AUX ÉLUS LOCAUX,  
À LA SOCIÉTÉ CIVILE,  
AUX ASSOCIATIONS,  
AU MOUVEMENT SYNDICAL, ETC. »

Il est prématuré et il serait présomptueux d'en dresser maintenant la liste complète. Mais je le dis, plusieurs sujets devront à coup sûr, cette fois-ci, être traités et tranchés.

Et d'abord, notre rapport à la mondialisation.

Elle a pris la gauche au dépourvu et ça continue, car nous nous obstinons à l'aborder comme une nouvelle économie alors qu'elle est un nouveau réel. Nous devons prendre la mesure des évolutions qui sont à l'œuvre, notamment le numérique, aux enjeux sociaux, migratoires, éthiques, sécuritaires, et de notre rapport à la mondialisation dépend notre vision de l'Europe.

Deuxième question qu'il va falloir aborder posément mais vraiment : quel est le modèle de production et de redistribution ?

L'alter-croissance, ce n'est pas la décroissance, c'est une croissance écologique, elle passe par la durée dans les investissements et les financements, et suppose que les biens et services produits répondent à des besoins nouveaux, comme le vieillissement, qui est une des données majeures de notre société.

Autre champ à questionner : notre rapport au travail, que l'économie de l'immatériel pèse sur l'emploi.

Cela ne signifie pas la fin du travail ni celle du lien entre activité et revenu. Je dis ça parce que c'est un débat décisif pour renouer avec les catégories populaires et les classes moyennes. Décisif aussi, notre rapport à la Nation.

En France, la Nation se confond avec l'Etat et avec la République. Et nous l'avons vu dans les campagnes électorales, qu'il s'agisse de l'accès au médecin, aux transports, au très haut débit, des millions de nos concitoyens ne se demandent pas ce que l'Etat veut mais ce qu'il peut. Le besoin de République est urgent car, depuis trois décennies, ce qui faisait lien a été désagrégé sous l'effet de la globalisation, de la désindustrialisation, du chômage de masse, de la précarité. C'est l'enjeu des services publics, de l'aménagement du territoire, j'ajoute de l'école républicaine, qui n'a pas uniquement besoin de moyen, mais qui a besoin d'un dessein, et quand on est socialiste, c'est l'égalité des chances et l'excellence.

Enfin, le socialisme, c'est l'attention aux territoires, aux élus locaux, à la société civile, aux associations, au mouvement syndical, etc. Pour nous, le pouvoir, ça n'est pas une option mais une obligation si l'on veut transformer le réel, à la fois la vie quotidienne ou le cours du vaste monde.

Ce qui suppose de dire clairement et préalablement le possible et le souhaitable.

Ma troisième et dernière réflexion concerne le nouveau pouvoir et notre manière de nous y opposer.

On parle à juste titre de technobonapartisme et de parti-entreprise.

Mais je crois qu'on aurait tort de réduire à une aventure personnelle, comme on le lit parfois, un pouvoir qui s'éprouve comme une mission idéologique dans l'histoire.

Il veut conjuguer le libéralisme économique et le libéralisme culturel, quitte, d'ailleurs, à mettre à distance le libéralisme politique pour concentrer le pouvoir. Et il veut ainsi forger une base sociale durablement majoritaire.

Et pour mettre ça en œuvre, il revendique, ce pouvoir, une géographie, les grandes villes des métropoles, il dé-

plie un récit, un bloc central avec deux radicalités, l'une gauchiste autoritaire, l'autre nationaliste xénophobe. Et puis, il active un ressort, qui est une donnée de nos sociétés démocratiques, qui est l'individualisme de masse, et c'est l'autre nom de la société atomisée. Voilà, je crois, la nature de ce pouvoir.

Le vote qui aura lieu la semaine prochaine à l'Assemblée nationale est l'occasion de caractériser ce pouvoir et notre opposition.

Les socialistes n'appartiennent pas à la majorité présidentielle. Ils ne peuvent donc pas voter la confiance au gouvernement.

Les socialistes souhaitent la réussite de la France. Et nous avons fait campagne

en nous engageant à être constructifs et vigilants. Être constructif, c'est vouloir la réussite du pays, j'ajoute de l'Europe, et ne pas verser dans l'opposition qui serait mécanique ou dogmatique. Et c'est dire nos inquiétudes, nos désaccords, et poser à ce nouveau pouvoir des questions aussi simples d'essentielles, en nous tournant vers nos Français. Dès lors qu'il dispose d'une large majorité au Parlement, pourquoi s'échine-t-il à procéder par ordonnance pour la loi sur le travail ?

Comment accepter, dans une République une et indivisible l'éducation à la carte en matière de rythmes éducatifs ?

Comment garantir des services publics présents et de qualité avec moins de fonctionnaires ?

Quelle sera la position de la France sur le CETA, notamment sur ses aspects écologiques orthogonaux ?

Notre volonté de refuser la confiance au gouvernement est au nom de ce que nous sommes, la gauche sociale et écologique, républicaine et européenne.

J'appartiens à une génération qui n'a pas connu Epinay mais qui veut ardemment, avec abnégation, tenter de bâtir le prochain, avec une conviction, c'est que le présent et l'avenir ont et auront besoin de l'idée socialiste et de ce que nous sommes. Il nous revient de la réinventer avec les militants, en militant. C'est affaire d'engagement, de comportement, de dévouement.



## EMMANUEL MAUREL

La vraie question, c'est celle de la nécessité historique. Tu disais, Jean-Christophe : est-ce que le PS est hors l'histoire ? Le PS, je ne sais pas, mais le socialisme démocratique, lui, évidemment, il a encore un avenir.

Pour être très précis, parce que Guillaume, à l'instant, disait : « il y a eu plein de mutations ». Nul ne le conteste, mais il y a aussi des permanences. Il en est une qui structure notre engagement : c'est la lutte séculaire entre le capital et le travail. Le capital, il prend différentes formes, de déploie à différents rythmes, bénéficie de différents alliés, mais fondamentalement, il s'assigne la même mission, celle de rogner tout ce qu'il peut sur le travail. Être socialiste, c'est choisir son camp, celui du monde du travail.

Choisir son camp et proposer à ce camp-là une grille de lecture de la société et un grand dessein, un projet, fondé sur le partage : partage des richesses, (et c'est pour ça que la question des salaires, des retraites, de la protection sociale, est au cœur de notre identité socialiste); partage des savoirs, et c'est pour ça que nous devons et avons toujours été le parti de l'éducation et de la formation.

Et puis aussi, et ça aura son importance dans les mois à venir, partage des pouvoirs. Parce que l'idéologie socialiste, c'est celle de l'approfondissement de la démocratie partout et dans tous les domaines de la vie, pas seulement institutionnelle, aussi dans l'entreprise, avec la démocratie sociale.

Ce qui a profondément changé, c'est que notre combat intègre une dimension nouvelle, vitale au sens propre : La dimension écologique, qui implique d'imaginer les transitions nécessaires et des modèles de développement radicalement différents.

Bref, le socialisme démocratique reste une idée neuve, et il peut répondre aux aspirations de ceux que nous voulons représenter, la jeunesse et le monde du travail. Reste que pour nous, les difficultés sont innombrables.

Première difficulté. Depuis le deuxième tour, j'ai parfois, et c'est désagréable, une impression de déjà-vu. Cela fait longtemps que je suis militant du Parti socialiste, et après chaque défaite, on a à peu près le même processus : fleurissent des tribunes, témoins de repositionnements internes (parce que, bizarrement, on ne dit plus la même chose quand on est au pouvoir et quand on est dans l'opposition). Fleurissent aussi clubs et mouvements qui ont généralement vocation à porter tel ou tel objectif, voire à soutenir Tartempion 2022.

Cette impression de déjà-vu, je l'ai moi en tant que militant, mais je suis aguerri, donc, ça me pose moins de problème, mais les Français aussi l'ont. Car ce serait un grand tort de considérer que nos électeurs, celles et ceux que nous voulons représenter, ont une mémoire de poisson rouge. Ils nous ont vus dans l'opposition et aussi au pouvoir. Ils savent très bien de quoi nous sommes capables, et que ça fait



partie de notre spécialité d'être, quand on est dans l'opposition, dans une flamboyance de gauche qui serait censée nous donner plus de crédibilité, et d'être plutôt centriste dans notre pratique au pouvoir. Cette distorsion entre nos actes, ce que nous avons fait, et ce que nous disons avant et après, je ne pense pas que ce soit très convaincant pour les nôtres.

Donc, si on veut convaincre les Français, et je ne suis pas sûr que ce soit possible, parce que c'est un moment grave, solennel, et l'ampleur de la déroute est assez spectaculaire, mais si on veut se donner la chance de reconquérir notre électorat, il faut se fixer quelques objectifs simples.

Première chose, Guillaume l'a dit : l'humilité et la modestie. Et ça n'est pas seulement s'écouter les uns et les autres. Moi, personnellement, ça ne me gêne pas d'écouter les autres. Ou savoir s'ouvrir aux interprétations différentes. Je suis prêt, et je suis sûr que vous l'êtes tous, à faire l'inventaire précis de la campagne présidentielle, du quinquennat et des deux décennies qui nous ont amenés là où nous sommes. Mais l'humilité et la modestie, c'est aussi, sûrement, (et ça, pour nous qui nous prétendons être des réformistes, il va falloir sacrément se réformer soi-même) en finir avec les obsessions individuelles qui ne sont pas seulement liées à la nature humaine mais aussi la conséquence à la fois du système économique qui valorise la compétition à outrance, mais aussi des institutions de la Ve République, dans lesquelles nous nous sommes lovés avec délice.

Parce que, et c'est un drame, nous sommes, nous, au PS, les champions du crétinisme présidentiel, et ça nous joue des tours quand nous sommes aux responsabilités. Donc, il va falloir devenir laïc par rapport à ces institutions, il va falloir se désintoxiquer. Ce n'est pas facile, mais c'est absolument nécessaire.

La deuxième chose, c'est la clarté. Parce que franchement, mettons-nous un instant dans la tête d'un électeur socialiste de base. On en connaît tous, qui ont toujours voté socialiste, par tradition familiale, par conviction. Mettez-vous à leur place depuis six mois. Il y a donc des socialistes qui, avant même le premier tour de la Présidentielle appellent à voter pour un autre candidat que celui du Parti socialiste. Il y a, après la Présidentielle des gens qui veulent être députés socialistes, mais qui demandent une investiture à un autre mouvement. Et qui, s'ils ne l'obtiennent pas, remettent l'étiquette socialiste, ou qui, s'autoproclament candidats d'une «majorité présidentielle» qui présente des candidats distincts ! Plus personne n'y comprend

rien. Cette confusion est mortifère. Et elle sera néfaste pour nous si, dans quelques jours, à l'Assemblée nationale, nous prétendons reconstruire sur le sable de l'ambiguïté.

Nous ne sommes pas dans la majorité : nous sommes donc dans l'opposition. Cela n'empêche pas d'analyser finement, avec toutes les nuances souhaitées, ce qu'on appelle le «macro-nisme».

Je prends très au sérieux ce que dit Emmanuel Macron. Il a donné une interview très intéressante hier dans le *Figaro*. C'est un entretien très dense, très approfondi sur les questions européennes et internationales. Il reconnaît qu'il y a un imaginaire hexagonal puissant, une singularité idéologique très forte de la France, à prendre en compte. Il dit des choses intéressantes sur la Syrie et la Russie, qui sont les mêmes que Jean-Luc Mélenchon, mais qui ne suscitent pas les mêmes cris d'orfraie.

---

«NOTRE PRIORITÉ  
DANS LA RECONSTRUCTION,  
C'EST DE NOUS TOURNER VERS LA CLASSE  
OUVRIÈRE ET LES EMPLOYÉS.»

---

Le problème principal, c'est qu'au terme de ses analyses intéressantes et parfois justes, sa seule réponse, alors même qu'il a mis en exergue cette singularité française que j'évoquais, c'est de dire : c'est pourquoi il faut s'aligner sur le modèle néolibéral anglo-saxon. Sa seule réponse concrète c'est l'alignement sur l'idéologie dominante qui prône toujours plus pour le capital et toujours moins pour le travail.

Cette réalité-là se décline concrètement après, parce que franchement, s'il y en a qui cherchent des raisons de s'opposer au gouvernement d'Édouard Philippe, au-delà de l'état d'urgence qui va rentrer dans le droit commun, au-delà de la déclaration de Collomb sur les migrants, et sur le code du travail, ce n'est pas seulement qu'on va le réformer par ordonnance, c'est son contenu qui nous pose problème. Il y a cinq ou six points inacceptables pour un socialiste. La retraite par point d'abord, c'est une première menace sur la retraite par répartition. L'assurance chômage, l'augmentation de la CSG. Qui va payer ? Toujours les mêmes. Si on cherche des raisons de s'opposer, on les trouve.

Il y a des camarades qui disent : on veut la réussite du quinquennat. Et alors ? tout le monde veut que la France réussisse, ce n'est pas un argument. On nous dit «il faut être constructif et vigilant» ? Mais n'est ce pas là justement

ce qui fait que nous sommes des responsables politiques, Quelle que soit la personne élue ? constructif pour la pays et en même temps vigilant.

On ne peut pas ne pas donner un mot d'ordre clair à nos parlementaires. Les configurations sont compliquées, certains ont été élus sans candidat en marche devant eux, d'autres ont été élus en disant qu'ils seront dans la majorité présidentielle. Certains ont dit : ni l'un, ni l'autre. Si vous voulez qu'on ait une crédibilité par rapport aux Français qui ont continué à nous faire confiance malgré la déferlante En Marche, la seule chose qu'il faut dire, c'est : nous allons voter contre la confiance au gouvernement d'Édouard Philippe ! C'est la seule chose qui soit compréhensible !

Si on veut être compris, si on veut être écouté, si on veut être entendu, il faut savoir être clair. C'est une condition nécessaire même si pas suffisante.

Donc modestie, clarté, et bien sûr travail. Le chantier est colossal. Nous faisons face à une triple crise.

Crise idéologique d'abord, je n'ai pas le temps d'y revenir, mais qui nous invite à réinterroger plein de choses, et à nous défier des facilités et des fausses évidences.

Crise sociologique aussi, et donc électorale. Si vous tirez un trait de Dunkerque à Menton, il reste moins de 5 députés socialistes. des territoires entiers, des départements entiers où le Parti socialiste est à reconstruire. Nous avons un terrain à regagner. Notre priorité évidemment dans la reconstruction, c'est nous tourner vers la classe ouvrière et les employés. Ça doit être notre combat prioritaire.

Débat stratégique enfin. Je ne mets pas, mais alors pas du tout, à équidistance Macron et Mélenchon. À ceux qui croient ici aux gauches irrécyclables, ou qui considèrent que Mélenchon est infréquentable, je rappelle que, dans le passé, l'union de la gauche s'est faite dans des conditions bien plus difficiles et avec des partenaires bien moins fréquentables : le PCF brejnevien, à peine sorti du stalinisme, dans le genre «gauche autoritaire», c'était quand même autre chose. Donc, il faut savoir si le rassemblement de la gauche, ça reste notre feuille de route ou si nous prétendons à d'autres alliances, et il faudra alors mettre cette question sur la table.

Pour conclure, je suis venu avec ma petite citation de Fitzgerald, dans *Gatsby* le magnifique : «on devrait être capable de voir que les choses sont sans espoir et pourtant être déterminés à les changer». Soyons déterminés, chers camarades.

“



”

## CHRISTOPHE BORGEL

Chers camarades, vous me permettez trois remarques. Je vais essayer de faire le plus brièvement possible. D'abord, la défaite que nous avons connue vient de loin. Je fais partie de ceux qui croient que les questions devant nous, celles auxquelles nous n'avons pas su répondre, sont pour grande partie les mêmes que celles qui ont expliqué notre élimination en 2002. Bien sûr, pour certaines, elles sont plus prégnantes.

On peut ne retenir que les explications conjoncturelles. En 2002, on parlait d'explication conjoncturelle, en oubliant que beaucoup des nôtres étaient restés à la maison.

Aujourd'hui, on se pose la question autrement.

Je crois que ce serait une paresse que de se contenter de cette explication et de ces explications conjoncturelles. Elles ont toutes sans doute une part de vérité. Ne faisons pas comme en 2012, tourner la page rapidement, en disant : s'il n'y avait pas eu les frondeurs, les déficits, etc.

Ma deuxième remarque, je veux souligner quelques points qui font partie de ceux qui sont devant nous. Le premier, une grande partie de ce que la gauche a porté dans les années qui sont passées sont assez communs à notre société.

Quand on regarde l'accès à l'école, sa démocratisation, les enfants y sont très majoritairement, quand on regarde l'égalité au travail, les combats que nous avons menés pour un certain nombre de conquêtes sociétales, quand on regarde les combats pour la décolonisation, contre le racisme, il y a encore des questions sur ce champ-là, mais toute une série d'éléments qu'a portés la gauche sont admis généralement par l'ensemble de la société.

Quelque part, nos réussites, nos conquêtes ont épuisé notre logiciel programmatique, revendicatif.

La deuxième chose, c'est le fait que ces réussites, ces conquêtes d'égalité, formelle disent certains, ne se sont pas traduits dans notre pays par la promesse républicaine qu'elle portait. C'est évident du point de vue de l'école. La démocratisation n'a pas conduit

de façon flagrante à une plus grande réussite et à un plus grand accès aux plus grandes formations pour les enfants des milieux populaires. Troisième élément que je veux souligner : c'est l'émergence de l'individu dans l'espace public et sur la scène de sa propre histoire, avec une double difficulté pour la gauche, d'abord, que cette émergence se fait de façon contradictoire. Elle porte le pire et le meilleur. Le pire dans l'avidité, l'égoïsme des individus, le sentiment que, dans la fin du 20<sup>e</sup> siècle et le début du 21<sup>e</sup>, on n'a jamais vu autant l'accès à la richesse comme élément de réussite.

C'est compliqué pour la gauche de traiter cette question, elle qui part toujours du collectif pour aller à l'individu et non pas l'inverse. Dieu sait que c'est compliqué, cette question pour la gauche.

Quatrième élément : la montée en puissance des nationalismes, des populismes, du repli identitaire et la façon dont ça vient s'impliquer dans le débat. Un exemple : le débat européen. On l'a vu en particulier dans le référendum de 2005. Bien sûr, il faut le rassemblement de la gauche. Je le dis, je l'ai écrit sur Twitter, la remarque de Jean-Luc Mélenchon entrant dans l'hémicycle et voyant le drapeau européen, elle me dégoûte.

« QUELQUE PART, NOS RÉUSSITES,  
NOS CONQUÊTES ONT ÉPUISE  
NOTRE LOGICIEL PROGRAMMATIQUE,  
RENDICATIF. »

Assez simple. Je comprends et je sais la désespérance du peuple par rapport à une Europe qui s'incarne dans le dumping des travailleurs détachés mais je sais avec quel élément on veut raisonner quand on tient ce type de propos.

Mon dernier point, et j'essaie de me tenir dans le temps qui m'est imparti, c'est, quand on essaie de réfléchir aux éléments que j'ai voulu souligner, on voit à quel point la bataille de reconstruction et de refondation va être longue et complexe. Parce que, bien sûr, il faut traiter les éléments d'actualité, pour des raisons évidentes. Je n'y consacre pas mon intervention. Mais il ne faut pas que les éléments d'actualité mettent de côté la nécessaire réponse à ces questions fondamentales que nous avons devant nous. Il nous

faudra de l'abnégation, de la capacité de mesure, il nous faudra quitter ce sentiment d'un parti où la bataille des places est passée devant celle des idées, où les haines de proximité ont devancé la camaraderie ou l'enthousiasme sans lesquels aucun combat politique n'est possible. Jean-Christophe a appelé de ses vœux une direction collégiale. On m'a dit qu'il avait eu à mon endroit quelques mots amicaux et je l'en remercie.

Et je veux à mon tour saluer ce qu'il a fait à la tête du parti, dans des conditions ô combien complexes et difficiles, pour essayer de préserver un bien commun qui est notre unité. Beaucoup de camarades ont revendiqué d'être dans la direction collégiale. Et c'est pour moi plutôt positif et plutôt une bonne chose tant je crois qu'il faut, pour reconstruire, à la fois en appeler à l'engagement de nos militants, à la base du parti, et en même temps, que cette direction collégiale incarne le renouvellement. Et comme j'essaie, comme j'ai toujours essayé de faire depuis de longues années de direction dans le parti, j'essaie d'être cohérent avec ce que je plaide, le meilleur moyen d'être dans le renouvellement, et ça fait huit ans et demi que j'œuvre au secrétariat de la direction du parti, je pense que, pour que de jeunes générations arrivent, il faut que les anciennes cèdent la place. C'est ce que je vais faire, je l'ai dit depuis un moment à Jean-Christophe. Je ne serai donc pas l'un des candidats pour être à la direction collégiale ou à la direction du parti, de la même manière que je ne crois pas, quand on a perdu une élection, quand on va avoir cinquante-quatre ans, d'occuper la place dans le territoire et de se dire : dans cinq ans, je serai candidat. Dans ma circonscription, de jeunes maires de talent, je leur cèderai la place.

Je resterai un militant engagé, je ne change pas de formation politique, ni d'idéal. Vous me permettez, mes camarades, une dernière remarque. Il faut aussi, dans ces années, je sais bien que la bataille politique suppose parfois d'essayer de porter les coups qui font mal, mais il nous faut aussi de la mesure, et permettez-moi de dire, avec un clin d'œil amical à nos amis du MJS, et je sais que les mots du ministre de l'intérieur n'étaient pas les plus accueillants. Et à mettre à côté en image, avec Mme Le Pen qui propose de les envoyer à la mer, tandis que le ministre propose d'ouvrir des centres, non pas à Calais, mais ailleurs en France, ne permet pas de faire réadhérer les gens, et ces discours sont peu compris. Bonne chance pour la reconstruction.



## GUILLAUME BALAS

Tout d'abord, chers amis, un triple salut fraternel, à tous ceux qui ont perdu leur mandat, qui se sont battus, qui ont fait des campagnes parfois absolument exemplaires, où on a pu constater l'injustice de la vie politique, on le sait, ils sont de tous les rangs, ils ont été de toutes les responsabilités, des plus obscures jusqu'aux plus élevées, et sachez bien, que bizarrement d'ailleurs, je n'ai pas été affecté émotionnellement après la présidentielle, mais après ce premier tour des législatives quand j'ai vu les amis prendre ce qu'ils se prenaient dans la figure, et que je savais ce que ça voulait dire, pour leur vie et pour leur engagement.

Deuxième salut : à ceux qui ont gagné dans ces conditions-là, notamment quand ils avaient tout le monde contre eux, avec parfois des choses exemplaires entre ces deux tours, je voudrais les saluer parce que leur parole va maintenant compter.

Troisième salut envers la direction qui a décidé collectivement de laisser place évidemment Jean-Christophe à sa tête, mais aussi Christophe, Guillaume, c'est peu de dire qu'on n'a pas toujours été d'accord, mais enfin, quand même, dans ce moment qui a été terrible pour l'histoire du socialisme, vous étiez là. On a toujours pu se parler, et vraiment, je veux vous remercier là aussi du don de temps souvent extrêmement fort que vous avez fait.

Je ne suis pas sûr de rien, je ne sais pas si ce que je vais dire, je le penserai dans 48h, mais je pense qu'on en est tous un peu là, donc je vais essayer de vous dire ce que je crois à ce moment. J'ai entendu des choses sur l'analyse de la part de Christophe. Moi, je ne pense pas du tout que la gauche ayant accompli l'essentiel de ses missions, on ait un problème de définition d'identité.

Si on regarde l'histoire du capitalisme depuis l'origine, mais on va quand même aller plus vite, on peut voir que depuis les années 70, la phase dans laquelle est ce capitalisme, et je pense que ça s'est accru fortement à partir de 2008, est dans une transformation qui n'est pas de l'ordre de l'acceptation du compromis social-démocrate tel que nous avons pu le porter, mais

bien à sa destruction. C'est bien pour ça d'ailleurs qu'existe Emmanuel Macron d'un côté et la réponse tentée de Jean-Luc Mélenchon. C'est parce que justement, cette atomisation sociale qui est due à la disparition des corps intermédiaires, qui est due au fait que la représentation de soi ne se fait plus de manière collective, cette atomisation appelle à la fin des protections, à la destruction de ce qui a fait les combats que nous avons portés, nous, socialistes, mais portés à un tel niveau parfois de réussite que nous nous sommes tellement installés dans le pouvoir lui-même, car nous avons été influencés par la force de ce capitalisme sans être capables de reprendre ce qui fait la définition de notre nom, c'est-à-dire cette nécessaire distance critique par rapport au capitalisme, ses effets, et la manière dont il peut déposséder et créer des inégalités. Et je crois que c'est là où la crise de la social-démocratie a eu lieu. C'est quand nous sommes passés de l'analyse et du rapport critique au capitalisme, de cette petite distance ou grande distance, aux valeurs de la gauche, à un simple humanisme entre guillemets qui ne nous faisait plus différencier les choses, mais nous appelait simplement à une gestion meilleure, plus sociale, plus écologique, selon ce que les contraintes pouvaient nous permettre. Et la réalité, c'est que moi qui ai adhéré à ce parti à 17 ans, et j'en ai 44 aujourd'hui, ça fait bien longtemps qu'on n'a plus d'analyse aujourd'hui de qu'est-ce qui se passe dans ce capitalisme. Être socialiste, pour moi, c'est ce rapport critique au capitalisme. Attention, pas de caricature, ce n'est pas du gauchisme ou de l'extrémisme, on peut avoir un rapport critique très modéré, très réformiste, et ça a été tout le sens de l'histoire du socialisme français et de ses évolutions, des débats entre Guesde et Jaurès, et Blum également, de tous les débats des différentes tendances du socialisme français, entre les plus modérés qui acceptaient une grande partie du capitalisme, et aux plus radicaux.

Ce capitalisme aujourd'hui, et c'est peut-être le deuxième point de désaccord par rapport à ce que j'ai entendu, je ne crois pas qu'il est resté le même, parce que je crois que ce qui avait été sa grande force, c'est-à-dire la destruction créatrice schumpétérienne, n'est pas morte, mais relativisée. Je pense qu'il ne crée plus son antithèse par la socialisation, le combat, la volonté de gagner des droits collectifs. Parce que la révolution notamment technologique a donné

un pouvoir aux tenants du capital qui est sans exemple dans l'histoire. Aujourd'hui, ce capitalisme commence à faire quelque chose qui était la force des nôtres, c'est à pouvoir se passer grandement de la force du travail telle qu'elle était. Ça ne veut pas dire que le travail disparaît et que le lien au travail dans la psychologie profonde n'est pas important, ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas recréer du travail, mais qu'on ne peut pas considérer que les mécanismes naturels du capitalisme amènent aujourd'hui à la production du travail.

---

«ÊTRE SOCIALISTE,  
POUR MOI,  
C'EST CE RAPPORT CRITIQUE  
AU CAPITALISME.»

---

Deuxième élément : la question écologique. A partir du moment où ce capitalisme produit de la menace sur notre propre survie, parce que c'est ça la crise écologique, c'est qu'elle nous menace nous, en tant qu'espèce et dans notre survie. Et à partir de ce moment-là, il y a une contradiction entre l'intérêt général de l'humanité et la machine aujourd'hui telle qu'elle fonctionne. C'est pour cela que je pense qu'on ne peut pas rénover simplement la social-démocratie. C'est pour cela que je pense qu'on ne peut pas simplement refonder le socialisme. C'est pour ça que je crois qu'aujourd'hui, tout en restant totalement dans ce rapport critique au capitalisme, en redevenant socialistes, nous devenons dans le même temps autre chose. Et c'est le fait de comprendre ce moment d'atomisation sociale et de voir les liens objectifs qui peuvent recréer entre les citoyens, entre les salariés, des liens qui puissent leur permettre de combattre les abus aujourd'hui du capitalisme. Je n'irai pas plus loin, parce que je n'en sais pas encore aujourd'hui la nature. Mais je termine sur un point fondamental, la question posée par Jean-Christophe tout à l'heure pour ce conseil national. Il va y avoir un vote tout à l'heure, enfin, le 4 juillet, à l'Assemblée nationale, sur la question de confiance. Et selon ce que vont faire les députés socialistes, je crois que sa destinée à court terme, c'est-à-dire sa capacité à être identifié par nos concitoyens va être impactée dans un sens ou dans un autre. J'ai entendu Jean-Christophe dire qu'il appelait à ce que le Parti socialiste ne



se situe pas dans la majorité, je suis d'accord avec lui. Je ne reparlerai pas du macronisme, je crois qu'il est la synthèse nouvelle du capitalisme telle que je l'identifiais tout à l'heure. Ce que je veux vous dire, c'est la chose suivante, c'est que si nous ne sommes pas dans la majorité, alors ça veut dire que nous sommes dans l'opposition, évidemment constructive, ce qu'on a toujours fait, on a voté la loi Veil, évidemment, quand VGE l'avait proposée. Donc là-dessus, ça ne pose aucun problème, mais ça veut dire que nous sommes dans l'opposition. L'opposi-

tion à quoi ? A la philosophie générale qui préside aujourd'hui à ce que dit et fait Emmanuel Macron, ce qui ne veut pas dire qu'on ne lui reconnaît pas une très grande intelligence, une force, etc. Si nous ne sommes pas d'accord aujourd'hui avec la philosophie générale d'Emmanuel Macron, alors nous ne pouvons pas nous abstenir, parce que pour les gens à l'extérieur, ça veut dire que nous ne choisissons pas, pas que nous sommes hostiles à ce qu'Emmanuel Macron propose, mais que nous ne choisissons pas entre l'opposition et la majorité, que nous restons dans

l'ambiguïté. Que des députés veuillent s'abstenir, c'est une chose, mais que la position du Parti socialiste ne soit pas claire entre ces deux choix, je pense que ce n'est pas une coquetterie ni une radicalisation tactique, mais c'est un sentiment profond dont nous avons besoin, et j'appelle aujourd'hui, qu'il soit bien clair, les députés se détermineront par rapport à la position du parti, mais que le Parti socialiste appelle à voter contre la question de confiance posée par le gouvernement, et que ce soit la position entière qui soit la nôtre.

“



”

## STÉPHANE LE FOLL

qu'ont posée Les Français en allant voter ? Je vous dis non sur ce sujet-là. Et on ne sera pas d'accord. Et il faudra à un moment ou un autre trancher. Et je le dis de manière très tranquille, et j'ai bien entendu, et je le sais, sur les questions posées, il y aura le 1<sup>er</sup> juillet le lancement d'un mouvement par Benoît Hamon, on doit organiser si c'est possible des lignes qui permettent un débat sur le fond, et le trancher à un moment.

« CE QU'ON A VÉCU  
VA NÉCESSITER UN DÉBAT  
APPROFONDI,  
QU'ON CLARIFIE LA LIGNE. »

Mes chers camarades, je vais intervenir après les cinq interventions qui m'ont précédé, et je vais essayer de faire aussi deux choses, un point de vue sur la situation de l'élection, et les objectifs politiques. Le point de vue, je veux le dire de manière très claire, si on n'est pas capables de regarder ce qui s'est passé, avec l'idée simple que dans notre pays, il y a un débat profond, qui a commencé dès 2005 entre des formes de nationalisme et d'autres de souverainisme, et une ouverture au monde et à l'Europe, si cette idée-là n'est pas claire dans la tête de chacun, si le retour à une idée sur le nationalisme n'est pas celle que vous pensez être la bonne idée, à ce moment-là, c'est vrai, il y a dans ce débat un débat de fond qui devra être tranché à un moment ou à un autre.

Et si Emmanuel Macron a fait 24% au premier tour, c'est que la totalité du nationalisme comme du souverainisme est majoritaire dans notre pays. Et c'est parce qu'il y a une partie de notre électorat qui adhère à l'idée qu'aujourd'hui, dans le monde tel qu'il est, il faut une Europe forte, une France forte, mais aussi regarder le monde, et pas considérer que le monde est une menace, que nous sommes sous la menace des autres.

D'ailleurs le titre de la France insoumise est suffisamment explicite, elle serait en dehors de cette France insoumise, soumise. Soumise à qui, à quoi ? On évoquait le capitalisme, la lutte entre le capital et le travail, vieux débat ! Est-ce que c'est le débat d'aujourd'hui ? Est-ce que c'est la question

et les grands débats que vous évoquez, ça ne pèse pas grand-chose et ça n'impressionne personne. Ce qu'on a vécu va nécessiter un débat approfondi, qu'on clarifie la ligne, qu'on fasse l'analyse de ce qu'est le monde d'aujourd'hui, et pourquoi il y a eu cette élection. Parce que revenir simplement aux grandes questions posées par l'histoire, c'est très bien, mais je ne crois pas qu'aujourd'hui, les couches populaires, c'est ça qu'elles attendent. Sur la question du travail, il y a un vrai sujet qui a été posé. On a pensé que par la redistribution, on réglait le problème des couches populaires. C'est surtout la valorisation du travail qui est leur seul capital à eux. Et ça, ça doit être rappelé, cette question sera au cœur du débat. Si j'ai eu un désaccord sur le revenu universel, c'est sur cette question, pour l'avoir entendu dans la Sarthe, historiquement de droite, au passage.

Je rassure ceux qui considèrent que certains élus ont été élus dans la difficulté, et d'autres dans la facilité. Tous ont connu les difficultés, mais je pense à tous ceux qui ont perdu, mais chacun a un mot à dire, ils ont entendu eux aussi des militants et des Français et des Françaises sur un certain nombre de sujets. Voilà ce qui est en jeu. Donc je partage l'idée d'un temps qui nécessitera la discussion, je vous le dis, un jour, il faudra clarifier, mais les débats tels qu'ils sont engagés comme à chaque fois, en indiquant à chacun ce qu'il faut faire, au nom de l'histoire, aujourd'hui, je vous le dis, nous devons être francs et sincères, c'est comme ça qu'on reconstruira le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle.

Ce qu'a proposé Jean-Christophe me va très bien, mais que chacun ne vienne pas dire à l'autre ce qu'il faut qu'il fasse dans ces conditions. Si chacun est libre d'avoir une expression, dans une forme de cohabitation des lignes, faut-il l'accepter pour tout le monde, il n'y a pas ceux qui auraient le droit de s'exprimer, et les autres qui au nom de l'unité seraient disciplinés. Tant que la ligne n'est pas corrigée...

J'ai entendu certains membres faire le procès, comme c'était facile, du quinquennat et de l'ancien président de la République, tout était dit, tout était réglé ! Vous appelez à l'humilité ? Je pense qu'il en faut ! Et il faut qu'on soit capables de regarder tous ensemble les échecs, les erreurs des uns et des autres, et que ceux qui pensent facilement régler les problèmes par des invectives ou en désignant des boucs émissaires et en coupant des petites têtes au passage, regardez l'histoire

“



”

## SANDRINE MAZETIER

deux offres qui relèvent du mandat impératif.

J'en viens au 2<sup>ème</sup> point, lié à la question du mandat de nos parlementaires.

Certes, dans notre constitution, tout mandat impératif est nul. Et ce concept me fait horreur. Néanmoins, il est indispensable qu'on s'interroge sur le mandat que nous donnons aux rares parlementaires qui portent le beau nom de socialistes. Et je pense que la question de la confiance au gouvernement ne peut pas se résoudre uniquement au sein du groupe socialiste.

Elle nous concerne toutes et tous. Parce que, effectivement, les rares porteurs de ce qui reste d'un groupe parlementaire qui fut dix fois plus important, ont une responsabilité non seulement individuelle par rapport à ce qu'ils vont raconter à leurs électeurs, mais aussi face à l'histoire de notre formation politique, et pas seulement son histoire, je dirais aussi face à son avenir.

Donc je suis pour que les choses soient claires désormais. Car la confusion nous a coûté très cher. Dans les campagnes que nous avons eues, je n'oublie pas la campagne présidentielle, on a vu des socialistes ne pas faire la campagne d'un candidat désigné au terme d'un processus que nous avions acté ici même ! on a vu des socialistes faire la campagne d'un autre candidat ! C'est compliqué pour nos concitoyens... Et après la présidentielle, on a vu des socialistes continuer sur le même toboggan, faire les campagnes législatives ouvertement ou en sous-main, des candidats En Marche qui se présentaient contre les nôtres.

Oui, il faut de la clarté pour répondre à la question centrale que nous posent nos concitoyens : à quoi servez-vous, à quoi sert de voter pour vous ? On peut les comprendre quand voter socialiste à Paris c'est voter El Khomri, Chérki ou Mazetier. Et en même temps, dans la

question, il y avait aussi un peu d'espoir. Il y avait encore un peu d'attente. Car il y avait aussi de l'inquiétude face à la perspective de la disparition du Parti socialiste, ou en tout cas d'un espace social-démocrate ou en tout cas d'une offre qui ne soit pas mélenchoniste ou macroniste.

« IL Y A DE L'INQUIÉTUDE  
FACE À LA PERSPECTIVE DE LA DISPARITION  
DU PARTI SOCIALISTE. »

Je pense qu'il est temps de se redéfinir, qu'il faut se laisser du temps pour ça, je souhaite qu'il y ait un temps long, mais qu'à la base de cette feuille de route, il y ait de la clarté par rapport à ce que nous sommes et donc par rapport au vote de confiance.

Je vais donc poser des questions simples : Est-ce que vous faites confiance, mes chers camarades, pour l'Éducation nationale, à M. Blanquer ?

- Non !

- Est-ce que vous faites confiance aujourd'hui jour de Gay Pride, au nouveau secrétaire d'État, M. Lemoine ? Je ne sais même pas à quoi il est secrétaire d'État, mais il adore Sens Commun... Est-ce que vous lui faites confiance ?

- Non !

- Est-ce que vous faites confiance à Bruno Le Maire, pour gérer les finances du pays ?

Et bien voilà ! Vous avez répondu simplement à des questions simples. C'est pourquoi je souhaite que les choses soient aussi simples et claires pour le groupe socialiste qui demeure à l'Assemblée nationale.

Mes chers camarades, je fais partie de l'énorme charrette de députés battus. Il y a plein de raisons à ça, et bien peu de temps pour les évoquer toutes. Je me concentrerai donc sur 2 questions :

Je partage les caractérisations qui ont été faites d'Emmanuel Macron, de Jean-Luc Mélenchon. Ce que je voudrais que nous essayions de comprendre, c'est comment on en est arrivés là, c'est-à-dire à ce moment non pas jupiterien, mais effectivement bonapartiste.

Qu'est-ce qui explique que nous ayons nous-mêmes, pourtant si attachés à la délibération collective, partie prenante de notre ADN de sociaux-démocrates, rendu le débat parlementaire hâissable ? On peut parler d'échec collectif, et chacun renvoie aux uns, aux autres, aux frondeurs, au gouvernement, à la majorité, la responsabilité de ce gâchis... Mais quand même. Cela doit nous interroger. Plusieurs orateurs avant moi ont parlé de nos rapports aux institutions de la V<sup>e</sup>, dans lesquelles nous nous sommes effectivement glissés avec délice. Elles sont non seulement à bout de souffle, mais elles induisent, au mieux, et par delà même la question de l'inversion du calendrier, l'accessoirisation du Parlement, pour ne pas dire sa marginalisation. Or dans la société du spectacle, le cumul de la fausse centralité du parlement et de l'inefficacité supposée de son action, ajoute à la défiance de nos concitoyens et à la crise démocratique.

Moi, j'ai envie qu'on se pose ces questions et qu'on invente de nouvelles réponses. Car cette défiance aboutit au succès des deux offres qui nous ont pris en tenaille et fracassés, d'un côté Macron, de l'autre côté Mélenchon,



“



”

## JULIEN DRAY

merci, je vais aller très vite, car nous avons un calendrier qui va nous permettre de débattre jusqu'au fond, et de se dire tout une bonne fois pour toute, peut-être en face, et au moment où il faut se le dire, c'est-à-dire quand on est tous ensemble, vous voyez ce que je veux dire.

Moi, je voudrais juste dire que j'ai très mal vécu cette semaine qui vient de s'écouler, parce que je me disais, peut-être avais-je encore quelques espoirs, que nous allions collectivement essayer de nous éviter les procès en sorcellerie des uns contre les autres, et que nous allions chercher à essayer de donner déjà le premier sentiment que nous avons compris ce qui s'était passé, et qu'humblement, nous allions chercher à nous rassembler. Je n'ai aucun problème sur la différenciation avec Emmanuel Macron, car avant même les résultats des votes, nous avons déjà défini une feuille de route dans le comportement que nous devons avoir face à lui. Le problème, ce n'est pas son identité, c'est que s'il y a des millions d'électeurs qui sont partis chez lui, nous devons les reconquérir, et pour

ça, on ne commence pas par donner le sentiment d'insulter tout le monde. On commence par essayer de faire de la pédagogie, de démontrer qu'ils se sont trompés, on le fait à partir de choses pratiques. Karl Marx disait qu'on analyse concrètement des situations concrètes. Donc on ne fait pas des débats théologiques. Le vote contre, ce n'est pas une mise au pied du mur d'un courant par rapport à l'autre. Ce n'est pas d'essayer de commencer à préparer je ne sais quel congrès pour dire : ils ne votent pas totalement contre, donc c'est la preuve que... La preuve de quoi ? A ce jeu-là, on passe son temps à scissionner, et à rescissionner. C'est toujours comme ça qu'on finit par s'excommunier soi-même.

Nous avons un bureau national qui définissait une méthode, et il n'était même pas fini que j'avais déjà les commentaires du bureau national qui expliquait que certains étaient contre, et que donc ils n'étaient pas socialistes et que c'était déjà des traitres. Comment voulez-vous que ceux qui ont douté puissent se dire : nous avons entendu, il s'est passé quelque chose ? Je le dis sincèrement, pendant des années, vous m'avez entendu défendre l'unité des socialistes, chercher par tous les moyens à rassembler, mais quand on n'y arrive plus, on n'y arrive plus. Donc il faudra discuter, vérifier véritablement,

pas simplement sur des questions d'engagement, etc., concrètement, si nous sommes capables de travailler tous ensemble pour reconstruire le Parti socialiste.

« IL FAUDRA VÉRIFIER  
SI NOUS SOMMES CAPABLES  
DE TRAVAILLER TOUS ENSEMBLE  
POUR RECONSTRUIRE LE PARTI SOCIALISTE. »

La deuxième question, c'est sur Mélenchon. Emmanuel, que j'adore... Oui, je veux bien qu'on tire les leçons de François Mitterrand, il a bataillé, évidemment, avec le parti communiste, mais il a bataillé avec le parti communiste, bataillé, affronté le parti communiste, dans une période où beaucoup se souviennent du fameux «tenir bon», ça veut dire que quand Mélenchon est face à nous, on ne lui court pas après pour lui donner des brevets d'identité socialiste, on l'affronte sur des questions qui sont les nôtres, sur notre identité !

On a été bien seuls au soir du premier tour de la présidentielle lorsqu'il a fallu affronter Mélenchon et son vote, et j'aurais aimé que beaucoup de camarades qui vous donnent aujourd'hui des leçons, soient là au moment où il fallait l'affronter.

“



”

## KARINE BERGER

élections, mais qu'il y avait encore des gens en France qui nous haïssaient au point qu'ils voulaient nous voir disparaître.

« IL FAUT FAIRE BLOC POUR DONNER  
UNE POSITION CLAIRE AUX FRANÇAIS. »

Mes chers camarades, une petite anecdote, c'était une semaine après l'élection d'Emmanuel Macron à peu près, et je regardais l'émission de Canteloup sur TF1, après le journal de 20h30, 10 millions de téléspectateurs, une semaine après, le seul thème de dérision de M. Canteloup, c'était le Parti socialiste, François Hollande et Benoît Hamon, pendant 5 minutes. C'était déjà une semaine après l'élection d'Emmanuel Macron. Alors, on est sensibles à son humour ou non, mais j'ai compris ce jour-là que peut-être qu'on avait perdu les

Quand il faut faire bloc, on est capables de faire bloc pour donner une position claire auprès des Français sur notre position politique. C'est pour ça que le texte que Jean-Christophe présente aujourd'hui doit être voté à l'unanimité. Parce que si ce

texte n'est pas voté à l'unanimité, la seule chose qu'on entendra partout de la part de ceux qui veulent notre mort définitive, parce que nous sommes encore détestés par une partie de la droite, ce sera : vous voyez, ils ne sont même pas fichus de se mettre d'accord sur un texte après une défaite historique telle qu'on ne l'a jamais connue.

Nous ne sommes pas dans la majorité présidentielle d'Emmanuel Macron, ce message, est-ce qu'il y a quelqu'un dans cette salle qui le conteste ? Si personne ne le conteste, c'est ce message qu'on doit entendre pendant la semaine qui vient, et aucun autre, c'est là-dessus que l'on devra démontrer que le Parti socialiste est encore un parti politique avec une position commune.

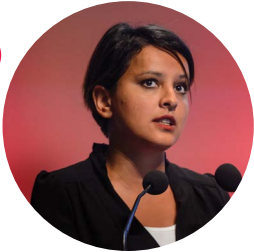


On peut commencer à parler du fond, et je fais partie de ceux qui adorent en discuter, mais pendant les six mois de campagne de terrain, je n'ai pas entendu une seule personne divaguer ou me parler de manière très précise de l'idéologie d'untel, du capitalisme et de son évolution, etc., ce n'était pas

ça la campagne de terrain, c'était : est-ce que vous êtes avec untel, monter mes impôts, passer à 4 jours la semaine d'école, etc. Ces questions se sont réglées par le vote des Français. Aujourd'hui, nous sommes un parti, nous allons construire une direction collégiale, et la Fabrique

souhaite en faire partie, pour faire en sorte que ces questions puissent être réglées sur le fond dans les semaines qui viennent. Mais aujourd'hui, c'est l'unité et la clarté politique du Parti socialiste qu'il faut montrer à la fin de ce conseil national.

“



”

## NAJAT VALLAUD-BELKACEM

ont choisi de résister, quitte à perdre, pour montrer à chacun qu'il n'en était rien. Il y a des défaites qui valent bien des victoires mal acquises et je veux saluer les camarades qui sont dans cette situation, et leur dire que je suis fière d'appartenir à la même famille politique qu'eux, fière que nous soyons restés nous-mêmes, au bout de nos valeurs, dans un contexte où il y avait peu de partis capables de résister à la dérive libérale ou populiste.

« CETTE MÉTHODE,  
C'EST D'ABORD UN NOUVEAU PARTI,  
OUVERT, COLLÉGIAL, CAPABLE D'INVENTER  
DE NOUVEAUX MODES D'ADHÉSION,  
DE PARTICIPATION, DE DÉLIBÉRATION. »

En trois mots, qu'est-ce qu'il nous reste à faire pour rebâtir ? À mon avis trois conditions à respecter. D'abord, le respect de l'identité et de l'unité des socialistes. Refuser tout sursis. La voie consistant à singer la démagogie gauchiste et degagiste de la France insoumise est une impasse. Non, transformer le PS en un Die Linke français, ce n'est pas renouer avec le socialisme originel, c'est nier toutes les réflexions, tous les travaux, tous les enseignements de l'exercice du pouvoir. Pour ma part je ne veux ni du grand retour en arrière, ni des procès en pureté idéologique.

De même, la voie d'En marche, c'est une impasse qui nie aussi les fondements du socialisme. L'aventure d'un seul homme ne peut pas être celle des socialistes, a fortiori en abandonnant la question sociale et la lutte contre les inégalités. Non, les droits des salariés ne peuvent pas être la variable d'ajustement du marché du travail ! Non, ce n'est pas en généralisant le précaire, en rendant plus vulnérables encore les plus faibles, qu'on développera une économie compétitive

et une société harmonieuse. Et donc je n'ai pas besoin d'approfondir pour que vous compreniez mon point de vue sur la question de la confiance au gouvernement : s'il appartient sans doute à notre groupe parlementaire de se caler entre l'abstention et le vote contre, à titre personnel je ne comprendrai pas que l'on vote pour.

Deuxième condition : Assumer de mener les batailles culturelles. Parmi nos nombreuses défaites, il en est une qui est la source de toutes les autres, c'est notre abdication pas seulement politique ou idéologique, mais culturelle ! On ne peut pas être socialiste et considérer les pauvres et les chômeurs comme des assistés ! On n'est pas socialiste quand on refuse la démocratisation scolaire, quand on prône une société darwinienne de la sélection, de l'entre soi toujours reproduit, quand on fait du miroir aux alouettes de l'égalité des chances le mantra d'une société complaisante avec les inégalités. On n'est pas socialiste sans être internationaliste, accueillant, sans les refuser, ces amalgames infects entre immigration et insécurité, entre religion et terrorisme.

Mes camarades il faut reprendre ces combats à la racine, par les valeurs. Assumer que l'opinion aie été convaincue d'autre chose. Notre drapeau est tombé mais on peut le relever, ces valeurs sont celles de la République sociale du Conseil national de la résistance, de l'éducation populaire, de l'engagement associatif, du syndicalisme de transformation, toutes ces ramifications et ce terreau qui est la matière même du socialisme.

Bien sûr, ce combat pour nos valeurs passe par le renouvellement de notre doctrine, il faut ajouter de nouveaux combats culturels, pour l'écologie, pour les droits des personnes âgées, pour la petite enfance, pour les solidarités entre les territoires... Les chantiers sont nombreux, il faut nous y atteler en prenant le temps, humblement, et surtout il faut de la mé-

Bonjour à toutes et à tous, chers camarades et chers amis, cher Jean-Christophe. Je vais essayer d'être brève. Cette défaite, c'est d'abord une défaite contre nous-mêmes parce qu'on n'a pas été au bout de nos promesses, de nos engagements, de ce que doit être la gauche quand elle est au pouvoir. Parce qu'on a laissé prospérer en notre sein toutes les oppositions possibles sans jamais avoir essayé de les surmonter avant qu'elles ne s'enveniment sur la place publique. Parce que nous avons été pris en étau entre la fronde des uns et l'intransigeance des autres. Et parce qu'il ne peut pas y avoir de parti, de famille politique sans un minimum de loyauté, de solidarité, or, comme on me l'a dit un jour sur le terrain, on a donné l'impression, ces derniers mois, d'avoir érigé la déloyauté, la trahison au rang de vertu suprême. Voilà.

Voilà le premier combat qu'on a perdu et qui a, à mon avis, entraîné toutes les autres défaites, c'est celui qu'on a refusé de mener contre nous-mêmes. Cette défaite, maintenant, on doit absolument l'affronter en face et nous réformer en profondeur pour éviter que ça se reproduise. Pour autant, et vraiment de grâce, ne laissons pas croire que nos anciens camarades qui ont préféré l'aventure Macron à notre vieille maison sont meilleurs que nous. Ils n'ont pas gagné une campagne honorable sur l'Europe, le Progrès et le rassemblement. Tout ça c'est une fable. Leur campagne a été une campagne de dénigrement, de destruction de ce que nous sommes, de ce que nous avons fait, une campagne contre le prétendu système, contre le parti, contre les femmes et les hommes engagés pour l'intérêt général, en nous faisant passer pour des rentiers, des profiteurs, des privilégiés. Quelques-uns d'entre nous

thode. Et c'est mon troisième et dernier point.

Cette méthode, c'est d'abord un nouveau parti, ouvert, collégial, capable d'inventer de nouveaux modes d'adhésion, de participation, de délibération. Les militants doivent en être le cœur, mieux écoutés, mieux formés, mieux animés, mieux remerciés,

mais il faut aussi proposer de nouvelles formes pour notre jeunesse, faire une place réelle aux exclus, aux sans voix, aux oubliés. Nous devons nous reconstruire totalement.

Moi je vois dans ce moment l'opportunité de réinventer ce lieu indispensable à la démocratie qu'est un parti politique.

Tout est dans le mouvement, disaient les premiers socialistes. Alors donnons cette impulsion et lançons le mouvement. Les Français nous ont désavoué, mais nous serons là demain pour eux, si nous savons être à la hauteur de leur exigence.

Au travail, camarades !

“



”

## RACHID TEMAL

semble-là ? On aura à mener ce combat-là notamment en intégrant aussi la question sociale, sociologique. Je parle là aussi de comment faire cohabiter, créer une force entre une classe populaire et moyenne qui vit séparément et parfois même à l'opposée l'une de l'autre ?

Cela passera par la question de la démocratie notamment. Certains parleront de la Ve République, de son avenir, certains parlent de la VI<sup>e</sup>. Et une crise que nous avons vécue, avec le Front national, l'abstention, et des hommes et des femmes qui ne croient plus en la promesse républicaine, c'est un élément central de notre devenir.

« SOUHAITONS-NOUS  
CONTINUER ENSEMBLE ?  
PENSONS-NOUS  
QUE LA FAMILLE SOCIALISTE  
DOIT ÊTRE RASSEMBLÉE ? »

Ensuite, la question européenne, ses financements, la question de la mondialisation, le rapport à l'autre, la question de la souveraineté et de l'ouverture au monde.

Troisième élément : la social-écologie. Beaucoup en ont parlé avant moi. Derrière, c'est la question du nouveau pacte social qu'il nous faut porter.

J'en viens, parce que, avec d'autres, nous avons commis une tribune sur la question de la refondation, et ce n'est pas une préparation de congrès ou je ne sais quoi. Nous avons considéré que le travail des fédérations, qu'elles vont devoir gérer aussi cette refondation, avec des cas pratiques de reconstruction, de présence militante, etc.

Je le dis, la première question qu'on devra y aborder, c'est être clair, et je partage avec ceux qui disent que nous ne sommes pas dans la majorité présidentielle pour deux raisons, d'abord les projets de loi proposés, et deuxième raison : une majorité présidentielle suppose qu'elle parte du président de la République. Il a fait le choix d'avoir dans sa majorité de la République en Marche et du Modem, et nous ne sommes pas dedans.

Nous partageons la feuille de route.

Il nous faut maintenant faire en sorte qu'elle parte des territoires.

Nous souhaitons que cette refondation parte de la question stratégique, politique, mais derrière, que nous soyons en capacité d'associer... De faire en sorte que les propositions soient du terrain, mais associer aussi des intellectuels et des chercheurs, et qu'ainsi, on puisse inventer le nouveau Parti socialiste.

“



”

## BENJAMIN LUCAS

nos camarades ont réussi à faire des scores que nous ne prédisions pas. Nous devons assumer la belle idée du socialisme dans notre identité et dans notre reconstruction.

Et c'est aussi nous redéfinir, nous reformuler. C'est ce qui doit être au cœur de nos travaux. Je pense à cette phrase, la première réunion du Parti socialiste à laquelle j'ai assisté, au congrès de Reims, Henri Emmanuelli disait : ce qui fait battre le cœur des socialistes, c'est l'aspiration à l'égalité. Il faut remettre l'égalité qui est la condition de la liberté.

La question démocratique, elle a été évoquée, et la question européenne et de sa transformation.

Nous ne sommes pas dans des analyses qui ne sont pas les nôtres.

Il faudra nous reconnecter. Et ce n'est pas facile, au moins d'envoyer les premiers signaux. C'est d'abord de dire, pour que ceux qui ne nous font pas confiance nous refasse confiance, ce n'est pas en accordant notre confiance à un pouvoir que nous ne voulons pas suivre, et il faut montrer à ceux qui vont souffrir de ce pouvoir qu'on est à leurs côtés. On ne peut pas ne pas avoir d'avis sur la casse des services publics, de l'Education nationale, du travail. Il faudra là-dessus être extrêmement clair et vigi-

Jean-Christophe, dans les forces socialistes, tu as oublié les jeunes socialistes, je ne t'en veux pas. J'en-

tends des rires, j'espère qu'ils sont chaleureux et amicaux.

Je voudrais prendre trente secondes pour répondre à la mise en garde de Christophe Borgel tout à l'heure.

Moi, j'ai été choqué, comme vous, par la lecture du rapport du défenseur des droits à Calais, et si l'image que nous avons diffusée a choqué certains, je l'assume même si je m'en excuse. Je n'ai aucune confiance en quelqu'un qui préfère investir pour éclairer les autoroutes plutôt que pour aider les migrants dans sa ville. Nous, les jeunes socialistes, comme vous ici, nous n'avons jamais fait d'amalgame entre qui que ce soit. Et le Front national, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, nous n'avons pas attendu trente secondes pour appeler à faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron.

Quand on renonce à nos valeurs d'antiracisme, à notre identité politique, quand des centaines d'électeurs ont dit : nous n'avons pas fait barrage à Marine Le Pen pour entendre son discours dans la bouche du ministre de l'intérieur, d'un président de la République qui se dit progressiste. Nous assumons encore une fois cela, et il faut, là-dessus aussi, la communication peut avoir parfois ses travers, mener des combats.

Il y a aussi un grand tournant réactionnaire en plus du tournant libéral. Il nous faudra être de la plus grande vigilance vis-à-vis de ce gouvernement.

Merci. Chers camarades, je monte à cette tribune avec la claire conscience de la responsabilité qui est celle des jeunes socialistes avec vous. Je ne crois pas que la défaite que nous venons de vivre soit comparable à celle que nous avions connue en 1993 ou en 2002. Pour faire renaître la gauche, il faut se poser deux questions : qui sommes-nous ? Pour quoi nous battons-nous ?

« IL FAUT REMETTRE L'ÉGALITÉ  
QUI EST LA CONDITION  
DE LA LIBERTÉ. »

Je suis très heureux qu'on ait réécrit «socialiste» ici. Et que ce mot d'ordre préside nos travaux.

Car quand nous nous sommes dits sociaux-démocrates, puis réformistes, à la fin, il reste un clivage qui n'est plus le nôtre. Et je ne crois pas que le clivage gauche-droite n'existe plus, je crois qu'il est toujours nécessaire. D'ailleurs, beaucoup de camarades en ont fait l'expérience dans le second tour des élections législatives. Quand il y avait une offre claire entre un candidat En Marche, les électeurs ne se sont pas trompés. Beaucoup de

“



”

## EMMANUEL GRÉGOIRE

vas faire ?, je lui ai dit : je vais au travail. Elle m'a dit : mais pourquoi ? Et je me suis posé la question sur le chemin : oui, pourquoi ? Ce qui m'a amené à une réflexion profonde : qu'est-ce que l'engagement ?

Je vais prendre quelques secondes parce que c'est une question clé de la refondation que nous devons engager. C'est une facilité, mais j'y cède volontiers : il n'y a pas de Parti socialiste sans militant, il n'y a pas de Parti socialiste sans électeur. Et pour les militants, c'est de plus en plus difficile de se lever le matin très tôt pour venir tracter pour nous.

Parce que se pose la question de notre utilité. A quoi sert d'être socialiste ? A quoi sert d'être militant aujourd'hui ? Si nous ne répondons pas à cette question aussi basique, je crois que nous ne serons plus aussi nombreux dans la salle la prochaine fois que nous reviendrons.

En ce qui concerne les débats sur la question du vote vis-à-vis de la majorité présidentielle, c'est oublier que Jupiter l'a choisi pour nous, il ne considère pas que nous fassions partie de la majorité présidentielle. Si certains d'entre vous grattent à la porte, espérant attendre de lui

Mes chers camarades, je vais être très rapide parce qu'il faut que nous fassions attention à avoir des exercices collectifs plus courts ou organisés différemment. J'ai fait un conseil de quatre heures cette semaine, et c'était assez compliqué.

Ma fille, ce matin, quand je suis parti de chez moi, m'a dit : qu'est-ce que tu



quelque indulgence, faites-en votre deuil rapidement.

Et deuxième chose, au regard de ce que nous connaissons et sur certains sujets que nous ne connaissons pas, ça justifie au moins par attentisme de voter contre la confiance au gouvernement. Après, forcément, c'est difficile pour le groupe. C'est plus difficile car ils ont des engagements vis-à-vis de leur électorat. Mais au moins nous, ici, au conseil national, nous avons la liberté de leur donner un chemin d'appui clair pour préparer l'avenir.

Deuxième chose: malgré une multi-

tude de sujets, je crois que l'un des piliers de la refondation va être l'encrage territorial du Parti socialiste. Il a été très affaibli par notre mode de fonctionnement collectif. Les électeurs l'ont affaibli encore plus en nous effaçant de fait d'un certain nombre de territoires. Et toute notre énergie, au-delà des débats de fond indispensable, va être de reconstruire le tissu militant dans nos territoires.

Je plaiderai beaucoup dans les semaines à venir pour que nous mettions en place de puissants moyens de décentralisation, des moyens matériels et politiques, au profit des fé-

« A QUOI SERT D'ÊTRE SOCIALISTE ?  
A QUOI SERT D'ÊTRE MILITANT  
AUJOURD'HUI ? »

dérations. Les militants qui ont milité ces derniers mois avec nous, je le disais cette semaine à la fédé de Paris, sont en acier trempé. C'est une force d'espoir pour l'avenir extraordinaire. Mais il faut maintenant agir extrêmement vite.



## VALÉRIE RABAULT

puisse y avoir une méthode pour que cette image d'absence de collectif puisse trouver une issue.

Aujourd'hui, la question qui se pose, la question d'actualité qui se pose est le vote sur la déclaration de politique générale la semaine prochaine du Premier ministre avec la question de confiance. J'ai bien entendu ce que vous avez dit et les appels de certains à voter non, à voter contre. Je veux revenir sur ce qui se dit au groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Trois camarades veulent la voter.

« IL FAUT AVOIR UNE IMAGE  
DE COLLECTIF,  
ET ÇA FAIT BIEN LONGTEMPS  
QUE NOUS L'AVONS PERDUE. »

Si nous voulons, et je parle sous le contrôle de Luc, une position unique du Parti socialiste, du groupe socialiste, il faudra sans doute que nous nous abs-

tenions pour faire en sorte que l'ensemble des députés socialistes aient la même position. J'entends que certains veulent aller plus loin, et je les comprends, mais nous devons pouvoir définir entre nous une méthode. Si nous voulons apparaître comme unis, ne plus entendre l'opinion dire qu'on ne comprend pas ce que veut le Parti socialiste, il faut que nous ayons une position lisible, c'est à dire éviter le brouhaha qui naîtrait du fait que certains voteraient pour, d'autres contre.

Ce que je souhaite, c'est que nous puissions avoir un vote homogène, unique à l'Assemblée nationale, évidemment, il ne faut pas voter la motion de confiance qui sera proposée, et ce sera sans doute une abstention, en tout cas, je souhaite que le Parti socialiste à l'Assemblée nationale puisse avoir une parole unique.

Mes chers camarades, je voudrais aussi saluer l'ensemble de celles et ceux qui ont mené la bataille pour nous, pour le Parti socialiste, et en particulier, permettez-moi de faire un clin d'œil à tous ceux qui avaient un candidat En Marche en face d'eux parce que cela a rendu la bataille plus difficile.

Tout à l'heure, Guillaume nous a parlé, parmi les points que nous observons dans la société, de l'individualisation de masse. Je suis parfaitement d'accord avec lui. Et pour y répondre, il faut avoir une image de collectif, et ça fait bien longtemps que nous l'avons perdue, que ce soit au sein du Parti socialiste ou du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Avec la Fabrique, la motion D, nous avons tenté de vous proposer qu'il



“



”

## LUC CARVOUNAS

pas effacée au soir du deuxième tour de l'élection du président Macron.

Il faut apprendre à renouer le dialogue avec nos concitoyens. Et je pense qu'il faut aussi apprendre à renouer le dialogue avec les partenaires. Trop longtemps, on nous a dit : mais allez-vous vous adresser à Jean-Luc Mélenchon? Mais au soir de ma propre élection législative, je me suis adressé aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon, aux électeurs socialistes, communistes. Et qu'est-ce qu'ils ont fait, quand il y avait un député de gauche au second tour? Ils se sont reportés sur lui.

C'est pour ça que je réitère, mais ça fera partie aussi de la feuille de route qu'il faudra proposer, qu'il y ait un intergroupe à l'Assemblée nationale pour qu'on réussisse à parler entre nous.

Et pouvoir dire ce que nous sommes : nous sommes la gauche, et il faut qu'elle soit fière de son histoire, de sa tradition, et, dans le message que l'on doit adresser... J'entends qu'il faut être clair. Eh bien, le Parti socialiste aujourd'hui, il va l'être. J'en suis persuadé. Moi-même, je vais temporiser mon propos de ce début de semaine. Nous sommes vingt-neuf députés socialistes. Nous avons fait une campagne propre dans notre circonscription. Maintenant, est-ce que je vais leur dire : devenez des parjures par rapport à votre engagement dans l'élection qui vous a rendus victorieux? Non.

Ce que l'on considère, si on considère qu'on est dans un appareil politique, soit on considère qu'on participe à sa reconstruction, soit on est en dehors, mais il faut être clair. Je suis persuadé que nous allons nous retrouver tout simplement dans ce qui est notre Adn, l'union de la gauche.

C'est un grand défi qui nous attend. Sous la Ve République, il y a les grandes époques politiques, celles de l'après-guerre, des grands débats entre gaullistes et communistes, et socialistes. Et aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une grande époque. Nous sommes dans une période où nous sommes habitués à entendre parler des marcheurs, des insoumis, mais où sont les grands courants de pensée de la gauche et de la droite? Je crois au clivage gauche-droite.

« OÙ SONT LES GRANDS COURANTS  
DE PENSÉE DE LA GAUCHE  
ET DE LA DROITE ?  
JE CROIS AU CLIVAGE GAUCHE-DROITE. »

Malheureusement, certains d'entre nous doivent tout à Parti socialiste, ils ont été ministres, candidats à l'élection présidentielle, et pendant la campagne, ils ont tourné le dos à leur famille politique, en appelant à voter pour un candidat de la République en Marche.

C'est l'immoralité qui a été l'animation de toute la période. L'immoralité, la perte des valeurs, de la cohérence. Je vous le dis, il faut que nous soyons à ce rendez-vous-là, et nous allons le faire dans la collégialité. Il y a un enseignement que l'on doit retenir de ces élections : les Français en ont marre du sectarisme, des petites combines, et si j'ai un vœu à faire pour la future direction collégiale, ça doit être des femmes et des hommes libres, candidats à rien, dont la seule abnégation sera de reconstruire la gauche française.

Mes chers amis, chers camarades, rapidement, parce que le temps est compté, à mon tour d'avoir une pensée pour celles et ceux qui n'ont pas réussi à remporter leur élection législative, mais je veux aussi compléter cette pensée pour les gueules cassées, c'est-à-dire les collaborateurs qui ont travaillé et sué sang et eau pendant quatre ans. Et je crois que le bureau mettra en place une chaîne de solidarité.

Enfin, je veux saluer Jean-Christophe Cambadélis pour son travail ces dernières années. Ce n'était pas évident. C'est très facile, maintenant, après la défaite, de chercher les fautifs. Si on veut faire un travail collectif, il faut aussi considérer que la faute est collective. Et je prends toute ma place dans cette faute collective. Parce que peut-être que, s'il faut changer un logiciel, c'est celui d'apprendre à être libre et être capable de dire, fort de nos va leurs, ce que l'on pense est le mieux pour ceux qui nous écoutent.

Mais un Français sur cinq au lendemain de l'élection présidentielle fait confiance au Parti socialiste, c'était un sur deux en 2012.

Mais tant mieux. Moi, j'invite à ce qu'on se mette tous autour d'une table, qu'on se mette au travail ensemble, et que ce soit une seule voix unique et forte, parce que la gauche française, celle que nous représentons à la veille de l'élection présidentielle à 30%. La gauche française aussi cardinale sur l'élection présidentielle, elle ne s'est

“



”

## CAROLE DELGA

le travail n'était pas simple, ces dernières années. Merci également aux militants, aux sympathisants qui nous sont restés fidèles, qui nous ont aidés. Parfois, on a gagné, souvent, on a perdu, mais nous sommes quand même tous ici.

Dans le cadre de ces deux dernières élections, présidentielle et légis-

latives, plusieurs enseignements. D'abord, forte volonté de renouvellement. Les Français nous ont dit : on voit toujours les mêmes personnes, et ce n'était pas que par rapport au Parti socialiste, c'était par rapport aux partis dits traditionnels. Ensuite, c'est une vraie fracture entre l'urbain et le rural. Le Front national a fait des scores dans les territoires ruraux qui

Tout d'abord, merci, merci à la direction de notre parti, merci Jean-Christophe, merci à ton équipe parce que

étaient exceptionnellement élevés. Il faut le prendre en compte.

Deuxième enseignement: l'abstention. Au deuxième tour des législatives, on n'avait pas 45% des votants. C'est une rupture du lien entre les politiques et les citoyens. C'est pourquoi nous devons réexpliquer ce qu'est la gauche et ce qu'est le socialisme. Parce que dans ces temps de flou où il y a une volonté de tout mélanger, nous devons rappeler ce qu'est la gauche, c'est-à-dire l'attachement à ce que la

---

« C'EST À TRAVERS  
L'ACTION SUR NOS TERRITOIRES  
QUE NOUS POUVONS RECONSTRUIRE  
CETTE GAUCHE. »

---

jeunesse, quel que soit son milieu social, puisse avoir les mêmes chances d'accéder à ses rêves.

Il faut le mettre en avant avec l'éducation. C'est aussi notre attachement au service public, qui est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. C'est l'attachement à la fonction publique. C'est également la complémentarité, la réciprocité entre les territoires et certainement pas la compétition. C'est la nécessaire transition écologique. Tout cela, nous devons le refaire partager, c'est-à-dire partir des territoires, et je pense que nous devons lancer des assises citoyennes de la gauche à l'automne, car à l'automne, nous devons démontrer que nous sommes vivants, et que donc, nous bougeons. Et c'est à travers le mouvement, l'action sur nos territoires que nous pouvons reconstruire cette gauche. Et nous devons être dans le rassemblement, parce que oui, nous voulons être cette gauche de responsabilité, qui n'est pas juste dans la protestation, dans

l'invective, qui arrive jusqu'à parfois l'insulte. Nous voulons être dans cette gauche qui sait avoir un débat d'idée et qui sait être dans l'innovation.

Nous devons être en effet dans le rassemblement, pas dans les oukases, mais au contraire dans l'unité. Nous devons partir des territoires, être dans la sincérité. C'est de rester loyal, comme nous avons dû savoir toujours l'être vis-à-vis du peuple de gauche, c'est-à-dire, quand nous avons pris des primaires, nous avons dû respecter, c'était la moindre des honnêtetés, le résultat des primaires et de continuer à faire campagne. Certains ont dit, pour mener ces assises de la gauche: nous sommes trop affaiblis. Non. Nous sommes débarrassés des oripeaux, conscients que nous avons fait des erreurs. Nous avons mené l'impossible et pourrions le refaire. Et c'est en étant sincère et rassemblée que la gauche pourra démontrer qu'elle a un avenir.

“



”

## GUILLAUME MATHELIER

casation d'une véritable révolution politique. Il ne s'agit pas forcément de se retrancher derrière des valeurs communes, mais de réaffirmer des principes, et surtout des combats. Pour cela, nous devons être en capacité de relier à nouveau le verbe à l'action. Quand dire, c'est faire, disons et faisons, comme le disait un philosophe américain.

---

« JE PENSE QUE NOUS  
AVONS L'OCCASION  
D'UNE VÉRITABLE  
RÉVOLUTION POLITIQUE. »

---

La dignité, notamment sur des débats que nous avons pu avoir, autour du revenu d'existence, cela ne va pas contre le travail, nous avons à travailler sûrement autour d'un nouveau partage du temps de travail, il n'y a pas deux mondes, celui du travail et l'autre.

Un deuxième principe autour de l'émancipation. Je me suis engagé en 2002 parce que je croyais aux valeurs

de l'émancipation, et nous devons tout faire pour que l'individu s'émancipe, cela passe par l'éducation et par un renouvellement de notre question sociale. Enfin, la protection, protéger ce qui nous protège, la santé, l'éducation, les services publics, mais aussi tout ce qui nous permet d'exister ou d'être ici, c'est-à-dire peut-être une réflexion approfondie notamment avec les mouvements sociaux autour des biens communs.

Une conclusion parce que j'ai un peu d'amertume par rapport à ma position en tant que premier fédéral, dans une fédération où on a investit des candidats contre des candidats socialistes, notamment avec l'Union des écologistes. Quand vous avez deux fois sur le bulletin le Parti socialiste, vous vous dites qu'il y a peut-être d'un côté un peuple et un palais, un peuple militant, ceux qui se battent chaque jour, et de l'autre côté, le palais de Solférino. Je n'ai pas toujours pensé ça, mais il faut penser à des moments comme ceux-là où nous n'avons pas pu avoir les remboursements de campagne, je me suis dit: j'aime le Parti socialiste, c'est mon parti, mais parfois, je me suis posé la question de savoir s'il nous aimait encore. Je veux encore y croire, et j'espère que nous pourrions refonder sur ces bases-là.



“



”

## FRANÇOIS KALFON

Beaucoup a été dit sur ceux qui ont gagné et perdu dans des situations différentes. Je voulais m'associer aux messages d'amitié qui ont été portés. On a parlé du travail, et je pense aux permanents de la rue de Solferino qui vont connaître ce plan social, et s'il y a des meurtrissures parmi nous, celle de perdre son travail quand on s'est engagé comme ça, elle doit nous emplit tous, car ils tiennent au quotidien la maison commune que je n'ose appeler la vieille maison.

J'ai entendu dire, c'est dommage, Stéphane est parti, dire que le débat sur le rapport capital-travail était une vieille lune. J'ai envie de préciser que le débat d'idées a des implications concrètes, et je nous invite collectivement, parce que ça fait aussi partie de notre défaite, de prendre en compte que quand il y a cette accélération de la mondialisation par le numérique, et qu'on voit les salariés d'Uber, parce qu'on a réinventé le travail, perdre 30% de valeur parce que le patron de la plateforme l'a décidé, ce n'est pas une vieille lune que l'accélération des rapports de domination avec un capitalisme financier de plus en plus destructeurs. Et je le dis puisque Ruffin a été élu là-dessus, on nous a opposé, ceux qui croient à l'ouverture, à la mondialisation, à l'échange, et les méchants souverainistes, mais allez dire aux salariés de Whirlpool que c'est une vieille lune de protéger son emploi et son écosystème, quand on exporte au sein de l'Union européenne, quand on met en concurrence les systèmes sociaux, avec des salaires quatre fois moindres, est-ce que ceux-là, qui veulent protéger leur espace social, appartiennent au monde ancien? Je considère que non. S'il y a une question que nous devons nous poser, c'est celle d'une solidarité internationale entre les travailleurs et non pas l'acceptation de la mise en concurrence entre eux. Ce n'est pas un débat idéologique lointain, c'est celui qui fait la victoire de la France insoumise à Amiens, et qui fait notre défaite.

Ensuite, j'ai entendu des interventions nous dire qu'il y a une forme d'abou-

tissement de notre programme social.

On aurait construit des égalités, quand la répartition de la valeur en réalité, entre le capital et le travail, n'a jamais été aussi favorable au capital et défavorable au travail. C'est un débat qu'il faudra trancher.

Le troisième débat, c'est que cette mondialisation n'a pas des effets uniquement transnationaux. Elle a des effets internes à notre territoire national. Et il y a 90% du territoire national, la France périphérique qui fout le camp, et cela vient de loin.

«S'IL Y A UN CLIVAGE,  
C'EST SIMPLEMENT  
LES INTELLIGENTS  
CONTRE  
LES POPULISTES.»

En 2012, nous avons eu le débat. Il y a ceux qui nous disaient : tant pis pour ceux qui sont dans le monde industriel, c'est le monde du passé, nous allons gagner par les métropoles, et nous allons abandonner la question sociale au profit de la question sociétale. Mais quand on fait ça, on est abandonné par les électeurs qui ne mettent pas la question sociale au centre. A Toulouse, dans les autres métropoles, à Paris, En Marche a capté l'ensemble de ceux qui étaient très ouverts sur les questions de société, qui ne considéraient pas la question sociale comme centrale. Ils sont partis massivement de ce côté-là et de l'autre côté, les classes laborieuses, les fonctionnaires, les services publics, certains ont fui chez Mélenchon.

Le Front national, la droite et la gauche, ça ne marche plus. Et s'il y a un clivage, nous ne traiterons pas le clivage entre l'élite et le peuple à la façon de Macron en considérant que le clivage vertical, c'est simplement les intelligents contre les populistes.

J'en finis, je n'ai pas pris beaucoup de temps, si nous ne traitons pas sans mépris la question de la souveraineté, et pas seulement celle de la souveraineté nationale et du drapeau, j'aime aussi le drapeau européen, mais cette question du patriotisme est au centre,

mais la maîtrise de son écosystème à la souveraineté populaire, c'est une ineptie de ne pas voir que les grands ensembles se protègent. Il y aurait l'îlot des fous du monde, l'Europe et la France, nous devons nous saisir de cette question de la souveraineté populaire.

Sur le parti, il y a une ancienne politique, et une nouvelle. Nous ne pouvons plus demander aux gens de prendre une carte dans un parti politique, il faut en tenir compte.

Ne voyez pas le logiciel du positionnement avec les lunettes d'avant, voyez qu'il nous faut largement refonder notre logiciel politique et changer notre façon de construire notre rapport à la politique. Emmanuel Macron l'a compris, à nous d'en comprendre la portée.

Sur la clarté, je crois qu'il faut être très clair. J'ai vu un texte qui circule parmi vous, il ne s'agit pas simplement de qualifier cette politique-là, ni de faire des marqueurs entre nous, Julien, ou d'autres, est-ce que celui qui est contre la confiance est très sincère, et celui qui est moins sincère est pour l'abstention, il s'agit de qualifier notre position politique. Nous sommes dans l'opposition, ce qui fait une ligne rouge à ne pas franchir. Si nous ne sommes pas fermes, certains constructivistes, vont nous dire qu'il faut voter la loi d'habilitation demain? Nous sommes dans l'opposition, et à titre personnel, je n'en fais pas un marqueur politique. Si je devais voter, bien sûr que je voterais contre la confiance, mais j'enregistre dès lors que les uns et les autres sont d'accord pour être dans l'opposition, j'enregistre que ceux qui hier disaient : je vais voter la confiance, si nous les ramenons à la maison, eh bien d'accord, mais dans un rapport de clarté qui ne souffre pas d'ambiguïté.

Voilà l'idée qui est la nôtre. Guillaume l'a dit plus menaçant que moi, si nous étions dans une logique où la position qui l'emporterait serait une position d'abstention, nous serions dans une situation d'ambiguïté. Et la maison commune, c'est la bienveillance, le rassemblement, la clarté, et cela doit nous réunir, je l'espère à l'unanimité, dès lors que le texte nous situe clairement dans un rapport d'opposition à ce gouvernement qui est un gouvernement de droite, autoritaire, et libéral. Je vous remercie.

“



”

## CHRISTINE REVAULT-D'ALLONNES

liance politique avec les groupes des Verts et de la gauche radicale.

Mais, si la présidence du Parlement européen a basculé clairement à droite en janvier c'est parce qu'un groupe, celui des Libéraux démocrates, au sein duquel siègent ou siégeaient Sylvie Goulard, Marielle de Sarnez, Jean Arthuis, Jean-Marie Cavada a choisi de faire alliance avec la droite dure, la droite des conservateurs, c'est cela la nouvelle majorité au Parlement européen. Désormais les votes et les orientations sont claires. Le Parlement européen est enfin un espace où, comme en France, des visions et des convictions politiques s'affrontent.

«IL VA FALLOIR POURSUIVRE  
NOTRE COMBAT  
AVEC CET ESPRIT DE TRAVAIL  
COLLECTIF, D'HUMILITÉ.»

Cette délégation socialiste française que Pervenche Bérès appelle «le camp de base», composée de socialistes avec presque autant de sensibilités qu'il y a de membres, a toujours travaillé collectivement, et continuera à le faire car ce travail porte ses fruits sur la stratégie politique du groupe comme sur de nombreux dossiers prioritaires pour nous: je pense à la

lutte contre le dumping social, aux questions concernant la gouvernance de la zone euro, à la lutte contre le CETA, à la question des réfugiés, aux lanceurs d'alerte, à la nouvelle politique agricole commune, à la lutte contre le diesel, tous ces sujets d'actualité en France le sont aussi au niveau européen, et ce sont les députés socialistes français qui les ont portés. Clarté, Travail, Humilité, même à 13 on peut avancer. Maintenant, il va falloir travailler beaucoup plus en partenariat avec les autres groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat pour porter ces sujets qui sont d'actualité. Parce qu'Emmanuel Macron a fait de l'Europe sa priorité. Il a nommé trois ministres sur ce portefeuille, a créé dès sa campagne présidentielle un mouvement «L'Europe en marche» qui se propage, et il a évidemment comme objectif de renouveler le raz de marée qui a emporté nos députés il y a une semaine pour les élus de son mouvement en 2019 pour les élections européennes en rasant les sociaux-démocrates. Nos priorités, ce qu'attendent les Européens ce sont plus de droits sociaux et ce n'est pas Emmanuel Macron et son mouvement qui vont les défendre! Donc il va falloir poursuivre notre combat avec cet esprit de travail collectif, d'humilité, mais ensemble, s'il vous plaît, parce qu'il est absolument impossible de laisser ce mouvement et ses positionnements politiques gagner l'élection de 2019, c'est maintenant que ça se prépare, ce n'est pas dans deux ans.

“



”

## YANN GALUT

devons dire ici que ces camarades-là ne peuvent pas ne pas être remboursés par rapport aux 5%. Il y a des fédérations qui, semble-t-il, n'ont pas les moyens financiers pour le faire. Nous, on a eu un vote unanime fédéral chez nous, mais cette question du remboursement des frais pour ceux qui ont mené la bataille en notre nom doit être aussi une décision collective nationale pour qu'on trouve une solution. Ceci étant dit, tu as posé une question qui me paraît essentielle: voulons-nous continuer ensemble? En ce qui me concerne, en ce qui nous concerne, je souhaite que nous continuions ensemble. On va y répondre dans les semaines et mois qui viennent. Mais je suis persuadé qu'entre la France

insoumise d'un côté, le nationalisme de Marine Le Pen et entre ce conglomérat qu'est devenu En Marche, nous avons un espace politique à réinventer.

Si nous voulons continuer ensemble, aller de l'avant, il va falloir que nous ayons des positions claires à proposer aux Français. Et j'ai bien écouté ton rapport, Jean-Christophe, et les différentes interventions. Je me pose une question et je rejoins Sandrine Mazetier dans son intervention: aujourd'hui, dans ce qu'on pressent du discours de politique générale qui va être prononcé dans quelques jours, y a-t-il un argument ou plusieurs pour que l'on vote oui? Y en a-t-il un ou plusieurs? Je n'en vois aucun. Y a-t-il un

ou plusieurs arguments pour qu'on s'abstienne? La question, pour moi, elle est non. Qu'est-ce qui, aujourd'hui, pourrait justifier qu'on s'abstienne par rapport à cette déclaration de politique générale qui nous est avancée? Tu as eu des mots très forts pour qualifier ce gouvernement, Jean-Christophe. Et je te rejoins complètement, la nature de ce régime, c'est l'offensive contre les corps intermédiaires, as-tu dit. D'autres ont signalé ce que ça allait être, en termes de droit du travail, de CSG, de libertés publiques également, de nature même de ce régime. Donc je vous le dis, je n'ai pas de leçon à donner à nos collègues députés qui ont été réélus. Qui sommes-

«SI NOUS VOULONS  
CONTINUER ENSEMBLE,  
IL VA FALLOIR QUE NOUS AYONS  
DES POSITIONS CLAIRES  
À PROPOSER AUX FRANÇAIS.»

nous, même au sein du Parti socialiste, pour leur dire: vous avez été réélu, certes, certains l'ont été parce qu'ils ont été choisis par Emmanuel Macron, mais d'autres ont mené la bataille, ont été réélus, portent les couleurs du Parti socialiste dans l'hé-

micycle, donc je n'ai aucune leçon à leur donner. Mais le Parti socialiste, s'il veut repartir sur de nouvelles bases, réfléchir collectivement... Il faut qu'il ait une position claire. On ne peut pas repartir sur l'ambiguïté. S'abstenir, c'est disparaître, c'est ne pas exister, donc je vous le dis, sans donner de leçon, il faut que le vote au moins que nous allons faire, nous, dirigeants ou simples membres du Parti socialiste, il soit clair sur le fait que nous ne sommes pas dans la majorité, mais nous sommes aussi dans l'opposition à cette politique et à ce gouvernement. Et là, à mon avis, on pourra commencer à reconstruire. Je vous remercie.

“



”

## SÉBASTIEN DENAJA

clairement. Il nous faut être simples et clairs dans cette salle, Mitterrand disait d'ailleurs: dans l'opposition, on s'oppose, ce que je suggère. Nous ne sommes pas au Parlement, mais au Parlement du Parti socialiste. Donc que le parlement du Parti socialiste dise qu'il est un parti d'opposition, en opposition dans une double clarification par rapport au mouvement d'Emmanuel Macron et par rapport à Jean-Luc Mélenchon...

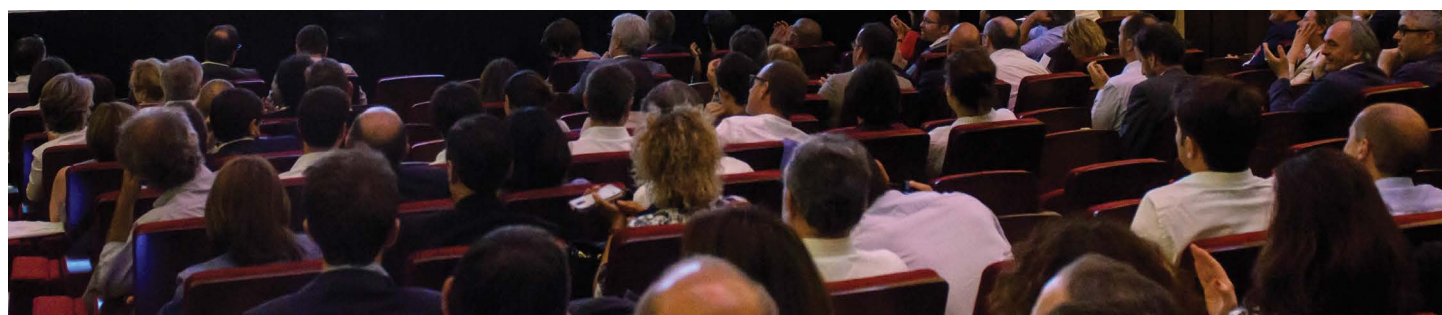
«MOI, J'AI DE LA FIERTÉ  
À AVOIR ÉTÉ DÉPUTÉ  
SOCIALISTE  
SOUS FRANÇOIS HOLLANDE.»

Nos camarades prendront leurs responsabilités. Et la collégialité. Je veux rendre hommage à la dignité avec laquelle Jean-Christophe, tu t'es prononcé au second tour de l'élection législative, tirant des responsabilités personnelles alors qu'elle est collective. Car tu n'as été ni président de la République, ni Premier ministre, ni président de groupe parlementaire, ni même candidat à l'élection présiden-

tielle. Si bien que cette décision ne peut pas masquer le caractère collectif des responsabilités.

Nous prendrons notre part aussi parce que la jeunesse n'excuse pas aussi ce qui a pu se passer dans les cinq dernières années.

Le Parti socialiste est aussi une maison qui a besoin d'être administrée. Et j'invite les uns et les autres à une certaine sagesse, car il y a 110 permanents dans cette maison, et on a oublié de leur rendre hommage d'ailleurs, ils sont avec des motifs d'inquiétude, et pour ces questions notamment administratives, je sais que comme Clemenceau le disait: pour décider d'un certain nombre de choses, il faut toujours être un nombre impair, et 3, c'est déjà trop. Je pense qu'il faudra avoir la sagesse de savoir comment un certain nombre de questions sont conduites dans la maison socialiste au sens propre du terme. Il faut une direction collégiale pour poser les petits cailloux sur le chemin de la reconstruction, mais il faut aussi un gardien du temple, et Jean-Christophe, on connaît la qualité humaine que tu peux mettre dans ce temps-là, on a encore besoin de toi pour ça.





“



”

## DAVID ASSOULINE

Je crois que beaucoup de choses ont été dites, et les vrais débats de fond sur comment nous refonder, puisque tout le monde est d'accord sur le fait qu'il va falloir tout refaire, et c'est plutôt grisant de se dire qu'il y a une page blanche qu'on va pouvoir écrire ensemble, il y a un esprit pionnier qui peut être enthousiasmant, et en général, ce sont les meilleurs qui restent dans ces moments-là. Ayons conscience qu'on est très peu, et que chercher à nous distinguer confine probablement à un exercice qui ne peut pas être crédible à l'extérieur. Je pense qu'il ne faut pas tout refaire. Mais pour retrouver le chemin de la crédibilité, pour qu'on nous écoute, il faut de la clarté, la clarification sur le fond, elle va venir, mais la clarté de notre positionnement. On fait semblant de croire que les questions qu'on ne nous pose pas sont posées.

Non, il faut savoir comment on se détermine par rapport au pouvoir élu. La première chose à dire, c'est : est-ce que nous sommes avec ce pouvoir, plus ou moins à gauche, plus ou moins à droite, plus ou moins au centre, ou est-ce que nous ne sommes pas avec, c'est-à-dire est-ce que nous combattons la politique qu'il mène ? Il faut le dire clairement. Dans le texte qui est proposé, nous ne sommes pas dans la majorité présidentielle, c'est dit, mais dans l'opposition, c'est dit avec le minimum de clarté. Quand on n'est pas dans la majorité, on est dans l'opposition, il n'y a pas de chose au milieu. Ensuite, on peut tout discuter ensemble, parce qu'il y a une relative clarté donnée à l'opinion. Moi, je suis pour voter contre, parce que je ne vois pas sur quoi je pourrais m'accrocher

pour dire qu'il y a une abstention. Le débat a été mené devant le pays, les En Marche nous ont écrasés, et on ne sait pas s'ils sont contre nous et si on est contre eux. Ça vient du mandat des électeurs, cette histoire. On a été en concurrence, pas comme des nuances du même camp, à mort, et en général, on a été mis à terre. Je ne sais pas comment on peut l'expliquer, y compris à ceux qui ont été mis à terre. Ce sont des messages clairs pour les

« NOUS NE POURRONS RECONSTRUIRE  
NOTRE FORMATION QUE  
SI NOUS SOMMES  
DANS UNE INTRANSIGEANCE DE CE  
QUI NOUS DIFFÉRENCIE DE MÉLENCHON. »

gens. Il y a quinze jours, j'avais peur que notre groupe à l'assemblée dise qu'il était pour la confiance. Oui, on avait tous peur de ça ! On se disait : seulement ceux qui ont été épargnés par Macron vont survivre, et peut-être que qu'ils seront nos représentants. J'en avais peur, moi, au Sénat, il y a deux semaines, la majorité était pour dire : oui, on est dans la majorité présidentielle. Et maintenant que je vois que la majorité pour dire non à la confiance en comprenant les abstentionnistes et les contre, je vais dire : ça ne me suffit pas, je vais découper au milieu ? Je pense que ce n'est pas bon. Ce n'est pas comme ça qu'on va réussir à reconstruire la famille. Si on dit qu'on ne vote pas la confiance, comme ligne rouge, après, ceux qui la votent, je pense qu'il y a un vrai sujet, ce n'est pas la même chose que ceux qui votent contre. Ceux qui votent contre et qui s'abstiennent sont dans la même famille politique et peuvent avoir les mêmes réflexes. Mais ceux qui sont pour la confiance vont voter les lois essentielles, et les autres non. Et ça, ça ne cohabite pas. Je ne parle

pas de problème disciplinaire, mais de clarté du message. Parce qu'on n'en est pas à la chasse aux sorcières, parce que ce sont des chasses à deux ou trois sorcières. Je veux juste finir sur cette idée, le débat, c'est cette phrase sur Mélenchon, Macron, bien sûr que nous ne sommes pas à équidistance, parce que personne ne nous pose la question, ce n'est pas Mélenchon qui a le pouvoir, c'est Macron. Nous ne pourrions reconstruire notre formation que si nous sommes dans une intransigeance de ce qui nous différencie à Mélenchon. On peut avoir des actions et des votes communs, ce n'est pas le sujet. Le sujet, sur le plan politique, c'est que si nous donnons l'impression d'être dans une même grande famille de la gauche alors que, lui, ne se réclame plus de la gauche, pour le gauchisme autoritaire, qui lui redonne le mot gauche, mais pourquoi pas... Mais moi, je pense vraiment que nous devons reconstituer cette idée de ce qu'est l'union de la gauche. Quand Georges Marchais soutient le printemps politique, écrase le printemps de Prague, etc., à aucun moment, on a eu un problème là-dessus.

Le parti communiste lui-même en 70 fait le désistement républicain au deuxième tour. Là, ce n'est même plus le cas. Mélenchon a appelé à voter pour un de nos candidats ? Peut-être trois ou quatre choisis, mais pas comme une consigne. Donc je voulais juste dire qu'on commence avec la clarté, ne mettons pas le foin dans les groupes parlementaires, nous sommes dans l'opposition, ça doit être clair, nous ne sommes pas dans la majorité présidentielle, ceux qui votent contre peuvent voter contre, il y a une position de groupe, mais on peut cohabiter même quand on vote contre, par contre, on ne peut pas accepter d'être dans les mêmes groupes politiques pour notre propre respect de nous-mêmes, que ceux qui voteraient pour.



“



”

## GÉRARD FILOCHE

les dividendes encore plus que ces cinq dernières années.

Et pour se reconstruire, il n'y aura pas d'autre façon que de parler pour les salariés. Le texte, je l'ai vu, mais je n'ai pas pu en discuter, on l'a eu trop peu de temps avant.

Vous avez des «vives inquiétudes»? Mais nous savons ce qu'il y a dedans! Quand on est du côté des salariés, on a un peu la haine contre ces ordonnances! On n'est pas seulement dans une position intermédiaire.

Des plans sociaux sur un seuil de trente? Maintenant, on pourra faire des plans de vingt-neuf, c'est-à-dire que, dans des dizaines de milliers d'entreprises, des gens vont se faire virer sans protection sociale par paquets de vingt-neuf!

«JE SUIS POUR  
QU'ON TRAVAILLE ENSEMBLE,  
POUR L'INTÉRÊT  
DES SALARIÉS DE CE PAYS.»

Je suis inscrit depuis le début, je me mets à la place où vous me mettez, si je comprends bien. Avant ce vote, je suis pour voter contre la confiance, et je pense que c'est la seule chose qui sera comprise ou pas comprise en dehors de notre parti. Est-ce que nous sommes contre? Et nous nous battons, nous sommes dans l'opposition à Macron? Ou est-ce qu'il y a une ambiguïté dans notre opposition à Macron? Et les gens vont dire: le Parti socialiste va continuer comme avant, il a le derrière entre deux chaises. Et comme je ne voulais pas ça, je suis pour ce qui a été battu par la procédure qui vient d'avoir lieu, sans qu'on ait été jusqu'au bout... Parce que je suis pour qu'on travaille ensemble, pas pour nous ou nos intérêts, mais je suis pour que les militants soient récompensés de leurs efforts, pas pour leur mandat ou leurs intérêts personnels, mais pour l'intérêt des salariés de ce pays.

Parce que si je veux rendre hommage, après cette élection, je rends hommage à des millions de salariés qui vont perdre leurs droits. Ma première émotion est pour eux. Et c'est une discussion sur laquelle doit être notre base. J'ai lu les textes de Terra Nova, qui croit que le monde est composé d'indépendants et de couches moyennes. Si on ne parle pas pour eux, on ne peut pas se reconstruire, et si ce n'est pas le cas, on a perdu. Je sais qu'on ne fait pas le bilan aujourd'hui, bien que des camarades l'aient un peu fait aujourd'hui en menaçant ceux qui le feraient. Pendant cinq ans, nous n'avons pas augmenté le SMIC, et les dividendes ont atteint un niveau historique: 56 milliards. Jamais il n'y a eu un tel transfert de cette façon-là en faveur de ceux qui avaient déjà la fortune. C'est la théorie de Macron qui avait déjà réussie. On donne à ceux en haut en supposant que ça retombera sur ceux d'en bas. Mais ça n'existe pas, ceux qui sont en haut, ils pompent, ils pompent. Et la politique de Macron va enlever les clapets qui permettent aux salariés de résister, donc, ça va augmenter les marges et

Je veux bien discuter avec le premier qui s'abstient. Qui ici est pour ça? Qui va s'abstenir face à ça? Est-ce que le contrat de chantier et de mission, et ça fait vingt ans, depuis la refondation du MEDEF, qu'il essaie de le fourguer, qui impose un licenciement sans motif, parce que le patron vous a pris pour la tâche, la mission, le chantier, c'est bien lui qui dit quand ça s'arrête... Vous n'avez pas de procédure. Je ne sais pas quel parlementaire va s'abstenir là-dessus.

La question de ce qui se passe avec le report d'un an, le 10e point des ordonnances, le prélèvement à la source en janvier en 2019... En 2018, il va nous faire passer du paiement de la protection sociale par cotisation à celui par l'impôt. Cela se traduira par une baisse formidable de notre protection sociale. Ce n'est plus le capital qui va payer les cotisations sociales, c'est nous qui allons le payer! C'est de ça dont il faut parler si nous voulons nous recons-

truire. Je pense toujours sur le fond, je veux qu'on le fasse tous ensemble. On ne peut donc qu'être dans une position d'opposition. Les Français doivent nous percevoir en se disant: le Parti socialiste, sur les questions sociales qui me concernent, le licenciement, etc., il est dans le bon camp. Et si nous ne votons pas bien aujourd'hui, on sera peut-être quand même dans le bon camp dans les manifestations à l'automne, on aura intérêt à y être, sinon, les derniers candidats pour les municipales ou les européennes l'an prochain, ça ne sera pas leur intérêt particulier qui survivra, on sera éradiqué. On a perdu cette élection parce qu'on n'a pas écouté ce que je suis en train de vous dire, parce qu'on a perdu la base du salariat.

Les seuls qui permettent de gagner une élection, c'est ceux à qui on s'adresse quand on leur parle en tant que salarié, quand on défend leurs droits.

Et il faut revenir sur un point fondamental pour nous. Vous avez tous, à un moment dans votre vie, voté qu'il fallait contrôler les licenciements, je le sais bien, j'ai souvent fait passer cet amendement. Et nous avons dit: il faut faciliter les licenciements, l'année dernière, avec le 49.3. Maintenant, si nous voulons nous reconstruire, il faut dire qu'on veut contrôler les licenciements, et non pas qu'on veut les faciliter. Ensuite, pour la gauche, l'unité de la gauche, je m'excuse, je ne suis pas à mi-chemin entre Mélenchon et Macron... c'est la droite!

C'est le gars qui est allé en Grande-Bretagne dire: vous avez eu la chance d'avoir Margaret Thatcher. Ça suggère le reste de la politique derrière.

Je suis contre une gauche dirigée par un parti plébiscitaire, vertical, autoritaire et démagogique. Il faut un parti pluraliste, démocratique, il faut qu'il soit à la proportionnelle, il faut qu'il permette de respecter toutes ses composantes, et que toutes soient associées. Sinon, ce n'est pas un parti qui permet à la gauche de gagner.

Je suis pour un grand parti de la gauche qui peut à nouveau être le nôtre si nous faisons ce qu'il faut faire, en tirant leçon des cinq années maudite qui se viennent de se passer.

“



”

## SAMIRA LAAL

sans réponse. Je n'avais cependant pas envisagé que la gangrène attaquerait si rapidement mon département, le Pas-de-Calais, et même au-delà. Loin de moi l'idée de porter le discours d'une veillée funèbre.

Je remercie les membres de ma motion qui me laisse m'exprimer librement en tant que militante non élue, qui n'était candidate à rien. A quelques jours de la fin d'un épisode douloureux pour notre formation politique, il est tant de réfléchir à une transformation que beaucoup d'entre nous ont appelée de leurs vœux.

Nous devons changer notre logiciel et nos pratiques. Je ne reviens pas sur le bilan de ces derniers mois, chacun a pleinement conscience de ce que cela implique sur nos territoires. Je suis militante dans une petite ville, Hénin-Beaumont.

J'ai bien visualisé cette chute avant qu'elle arrive, mais mes appels furent

Je préfère que nous portions des discours de renouvellement et de reconstruction. C'est une épreuve qui nous touche. Et face à une épreuve, nous n'avons pas le droit de baisser la tête et de chercher des coupables, car c'est une responsabilité collective qui nous a menés là où nous sommes. C'est donc collectivement que nous devons nous relever. Les instances fédérales du Pas-de-Calais sont unanimes: il faut une clarification de notre ligne politique et une revendication de notre identité socialiste. Nous devons être cohérents sur notre ligne, qui a pu paraître floue aux yeux des Français. Clarifier une ligne, c'est également s'inscrire dans un groupe à l'assemblée qui ne saurait valider toutes les décisions de ce gouvernement, qui se veut n'être ni de

gauche, ni de droite. Alors, faisons en sorte qu'il tourne plus à gauche qu'à droite, en s'inscrivant dans une opposition, constructive, de proposition. La tâche sera ardue mais elle sera nécessaire.

« C'EST UNE RESPONSABILITÉ  
COLLECTIVE  
QUI NOUS A MENÉS LÀ  
OÙ NOUS SOMMES. »

Nos députés doivent refuser la signature d'un chèque en blanc qui nous éloignerait de cette clarification, de cette mutation nécessaire à l'avenir de notre Parti socialiste. Je demande également au conseil national, même si le vote a déjà eu lieu, l'inscription de notre parti dans une opposition assumée, fière et droite sur sa ligne. Et il n'y a pas de mauvais jeu de mot là-dedans.

“



”

## JEAN-FRANÇOIS DEBAT

ADN, et ceci, nous devons le remettre sur le métier. Nous sommes le mouvement qui pense que la protection sociale est collective et universelle et pas assurantielle et individuelle. Nous sommes aussi le parti de la transition écologique et nous devons le devenir beaucoup plus que la façon dont les écologistes l'ont liée à une nouvelle forme de production.

« L'IDÉE DU SOCIALISME,  
ELLE, NE PEUT PAS  
ET NE DOIT PAS MOURIR. »

Chers camarades, je veux simplement vous dire deux choses. D'abord, comme vous, mais peut-être un peu plus que vous, en tout cas de manière différente, depuis quelques semaines, on me dit: le PS va mourir, le PS est mort. On m'en parle en tant que trésorier. Et je dis: un parti politique peut avoir des difficultés, mais il ne meurt pas de ses questions financières et administratives, il meurt quand il n'a plus de message à porter, de valeurs à défendre, quand il ne peut plus porter l'espoir de la population sur des avancées. Il peut évoluer, mais l'idée du socialisme, elle, ne peut pas et ne doit pas mourir.

Il y a quelques conditions: la première, c'est accepter de repenser notre message et intégrer des dimensions fondamentales pour nous. D'abord, la justice sociale. Nous sommes une machine politique. Il y a d'abord la répartition de la richesse collectivement créée au profit de tous au cœur de son

Nous devons, dans la période dans laquelle nous sommes, chers amis, chers camarades, faire à nouveau envie. Quand je suis parti ce matin, mon fils m'a dit: pourquoi vous y allez? Vous ne faites plus envie à personne. Oui. Nous ne faisons pas envie. Et je pense que, pour refaire envie, il nous faut au moins trois choses. D'abord, il faut clarifier nos positions et faire en sorte que, derrière chaque socialiste qui intervient sur les médias, il n'y ait pas à chaque fois six positions sur six socialistes.

Nos débats, c'est avant et pas après les votes. Et oui, le Parti socialiste a la possibilité et même le devoir de prendre des positions politiques, il a le devoir de dire qu'il est dans l'opposition, même si le groupe parlementaire aura le devoir de faire respecter sa position par les membres de son groupe.

Nous devons aussi afficher la rénovation, celle de cette direction collégiale que Jean-Christophe a proposée. Je le dis très tranquillement, ne me sentant pas particulièrement concerné, elle doit être forte et totale. C'est aussi celle des visages qui formeront notre parti. Je ne suis candidat à rien. Je le dis, c'est aussi un des éléments parfois injustes, mais un élément important de ce que nous voudrions afficher collectivement. Enfin, nous devons refaire envie par ce que nous avons dégagé aujourd'hui, hormis quelques interventions, l'envie d'être ensemble, de mettre à la rivière les haines recuites, les vindictes, les rancoeurs, celles qui sont liées à vingt ans ou dix ans d'action politique commune. Retrouvons l'envie d'être ensemble, la fraternité à laquelle tu nous as appelés, Jean-Christophe. C'est le mot le plus important.



“



”

## EDUARDO RIHAN CYPEL

Dans les années qui viennent, je vois quatre grands dérèglements qui frappent le monde et auxquels nous devons répondre, et auquel tout le monde doit répondre, mais auquel nous, socialistes, devons répondre.

D'abord, un nouvel ordre mondial avec la fin de la domination du monde occidental, avec la course aux armements, le renversement des rapports de force.

Le deuxième grand dérèglement, il est économique et financier. Il surgit avec la crise financière de 2007-2008, dont nous n'avons toujours pas tiré toutes les leçons, dans cette crise de la dérégulation économique et financière qui a mené le monde à la catastrophe de la crise de 2008.

Et je crois que la gauche dans son ensemble, la gauche française et le socialisme français, doivent prendre appui sur les leçons à tirer de cette crise pour construire la gauche de l'après-crise, de la régulation, et non pas justement un pouvoir de la dérégulation généralisée qui ne mène nulle part.

Le troisième dérèglement, c'est le dérèglement écologique. Il pose un problème à toute l'humanité, il traverse l'ensemble des autres crises, il les accentue. Et si nous ne traitons pas les choses dans les années qui viennent, et nous avons commencé à le faire avec François Hollande, et la COP21 est un succès à défendre encore si nous voulons sauver l'humanité, et non pas la planète, qui va nous survivre.

Le quatrième dérèglement est une conséquence de tout cela. Ce sont les dérèglements idéologiques avec le retour d'idéologies néfastes et une recomposition du monde des idées. C'est là-dessus que nous devons nous concentrer, nous, socialistes, héritiers d'une tradition qui s'est modernisée à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est savoir si ce moment historique de la social-démocratie, si elle est épuisée parce que sa tâche historique est épuisée, ou si nous pouvons nous caler sur les nouveaux défis.

«NOS VALEURS EXISTENT,  
MAIS LEUR TRADUCTION  
DANS LA VIE POLITIQUE CONCRÈTE  
N'EST PAS ASSURÉE.»

J'ai donné ces quatre grands problèmes à régler, car je pense que c'est à partir de ceux-ci que le socialisme français trouvera une voie pour être utile à la France, à l'Europe, au monde entier. Nos valeurs existent, mais leur traduction dans la vie politique concrète n'est pas assurée. Elle dépendra de notre solidité, de notre solidarité, de notre humilité et surtout de notre intelligence collective, au-delà de l'envie d'être entre nous. Je crois qu'il faudra surtout avoir envie d'être non seulement entre nous, mais d'être inventifs, audacieux, créatifs, et surtout, ancrés dans le réel.



“



”

## YANNICK TRIGANCE

Rapidement, je voudrais à cet instant commencer par remercier Jean-Christophe de la confiance qu'il nous a accordée ces dernières années au sein des instances de notre parti, en nous permettant de pouvoir nous impliquer lorsque nous le souhaitions, et d'avoir permis à notre parti de réfléchir et de produire, sous l'égide aussi de notre ami Guillaume, parce que dans la période que nous avons connue, c'est tellement facile de dire que le parti ne réfléchit pas, quand nous regardons l'ensemble des travaux produits, je tenais à le dire ici, même s'il n'y a plus beaucoup de camarades à cette heure. Je voulais parler de la question de la confiance, le texte a été adopté, simplement vouloir impérativement caractériser notre opposition, réaffirmer

à Macron, au travers d'un vote contre ou d'une abstention, c'était à mon sens placer inutilement nos députés dans une situation bien plus compliquée qu'elle ne l'est déjà, donc en réaffirmant notre opposition à la majorité présidentielle, c'est le seul message qui compte et qui nous permet cette double-clarification. D'un mot sur la refondation, je reste persuadé que notre parti peut et doit rebondir, dans la période qui vient, entre une gauche radicale de Mélenchon et un bonapartisme de Macron. Il y a deux conditions nécessaires, d'abord la question temporelle, prendre le temps, ne pas bâcler ce chantier, parce que nous sommes dans une situation extraordinaire, donc nous avons besoin d'un calendrier extraordinaire, je m'inscris donc dans ce qu'a dit Jean-Christophe sur le calendrier. Ensuite, pouvons-nous vivre ensemble? Je pense que le premier travail à faire est de travailler dans le positif, de regarder ce qui peut encore nous rassembler et d'en tirer les conséquences à la fin.

«NOUS DEVONS  
NOUS REFONDER  
POUR À NOUVEAU POUVOIR  
ÊTRE CRÉDIBLES.»

Troisième élément: ne pas chercher de coupable idéal, parce que les électeurs n'ont pas fait le tri entre les candidats socialistes, ils n'ont pas regardé s'ils étaient légitimistes, frondeurs, macron-compatibles, non, ils ont renvoyé dans leurs buts l'ensemble des socialistes. Et j'en termine là, dans ma circonscription, j'ai eu 80% d'abstention parfois. Et ça nous interpelle, parce que, aujourd'hui, nous ne représentons plus l'espoir, nous ne représentons plus une réponse aux attentes, donc nous devons nous refonder pour à nouveau pouvoir être crédibles. Je vous remercie.

“



”

## MAXIME PICARD

Merci chers camarades. Je ne vais pas remercier les gagnants, les perdants, mais ceux qui sont encore dans la salle.

Quand un premier fédéral de Bretagne monte à la tribune d'un conseil national, ce n'est jamais très bon signe, c'est qu'il y a forcément un peu de difficultés dans la maison, et il va forcément vous parler de démocratie et de décentralisation.

On a arbitré une position que j'ai fini par voter, même si j'aurais préféré qu'on fasse confiance à notre groupe parlementaire, car c'est un vrai signe de confiance à notre groupe et à nos concitoyens, qui ont sanctionné aussi ce qu'ils considèrent être la vieille politique. Alors, ils ont parfois tort, parce que le team Macron, Mélenchon, ou Le Pen, je ne suis pas certain que ce soit le format politique qui m'intéresse, je préfère les aventures collectives, pour autant, les Français nous disent que

nos vieux fonctionnements sont périmés. Donc ils vont avoir le sentiment que notre instance, avec ses forces et ses faiblesses termes de représentativité, reprend la main par rapport à leur vote, ils ont élu des parlementaires socialistes qui ont fait des campagnes en prenant des positions parfois difficiles. En Bretagne, le contexte a beaucoup pesé dans les campagnes de nos candidats, mais il va y avoir une difficulté démocratique majeure à la sortie de cette séquence. Deuxième difficulté démocratique avec la réponse qui me va bien, celle de la collégialité, parce que plus que jamais, nous avons besoin de sortir de nos logiques et revenir à des collectifs... Et c'est une communication qui doit être la nôtre. Nous sommes définitivement hostiles aux personnalisations. La démocratie passe par des aventures collectives.

«LA DÉMOCRATIE  
PASSE PAR DES AVENTURES  
COLLECTIVES.»

La décentralisation de notre parti, d'abord, je veux dire que comme Breton, j'aurais pu dire la régionalisation de notre parti. Et avant-hier, le conseiller régional que je suis a réélu un président de région socialiste, de 40 ans, président de l'union socialiste régionale, la Breizh, et ça renvoie une belle image de ce que peut être notre parti politique. Il n'y a pas que des moments difficiles en ce moment, et nous l'avons élu sans difficulté parce qu'il rassemblait sa majorité et il fait consensus, il est membre du conseil national suppléant, et c'est un jeune élu avec lequel nous allons pouvoir compter et construire.

Pour revenir au parti et sa décentralisation, il faut qu'on sorte de cette logique ultra-verticale de notre parti et il faut confier des responsabilités à d'autres échelons que l'échelon national. Nos travaux le décideront, mais dans des régions comme la mienne, c'est plus facile d'aller vers la régionalisation, il y a peut-être des territoires où c'est peut-être moins évident, il faudra s'adapter aux réalités des territoires. Il y a des intercommunalités sur mon territoire, qui vont être les territoires d'actions, mais dans les grandes zones métropolitaines,

ce n'est pas possible. Donc ces deux questions sont au cœur de la vie de notre parti. D'abord, nous y croyons, à cette reconstruction, et nous allons évidemment refonder ce parti et réussir. Je ne crois pas du tout à ce discours défaitiste qui raconte la fin du mouvement socialiste, parce que, moi,

les électeurs que j'ai vus en difficulté en campagne, ce sont quand même des électeurs socialistes qui m'interrogent, et qui m'interrogent sur la façon dont nous allons reconstruire notre parti. Moi, je vais reconstruire ma fédération avec tous ceux qui veulent le faire. Ceux qui ne veulent

pas construire, dans ce parti, il y en a peut-être, ceux-là, je considère qu'ils ne pourront pas être de ce travail collectif. C'est la seule ligne de fracture que je connaisse, c'est la volonté de chacun de participer à sa place dans la construction de notre parti. Merci à vous.

“



”

## IRÈNE FÉLIX

construire une pensée commune. Est-ce que ce serait déchoir pour des gens qui ont eu de hautes responsabilités et qui sont de brillants orateurs, que de travailler autrement, d'accepter la confrontation, le dialogue, la construction en ateliers ou sous d'autres

Merci Colombe, merci à vous de m'accorder un instant. Quelques mots sur la méthode, je vais gagner du temps, je voulais présenter mes excuses à ceux qui nous ont adressés des textes, mais comme ils ne sont plus là, je n'ai plus besoin de le faire. Je n'ai pas lu ces textes, non pas que je n'aime pas les idées ou les concepts, mais il m'a semblé qu'affirmer des certitudes aujourd'hui n'était pas d'actualité et que c'était une mauvaise façon de commencer nos travaux futurs. Je pense qu'il faut, et je voudrais faire trois remarques de propositions de méthodes, d'abord il faut que nous puissions prendre le temps, c'est accepter de faire un bout de chemin les uns vers les autres, si on s'enflamme, on n'y arrivera pas, il faut que nous puissions prendre en compte ce qu'ont pu être les blessures des uns et des autres dans la période qui vient de s'écouler. Deuxième proposition : je crois qu'il faut que nous changions nos façons de débattre. C'est une succession d'interventions en tribune, je ne suis pas sûre que ce soit la meilleure façon de

« IL FAUT QUE  
NOUS CHANGIONS  
NOS FAÇONS  
DE DÉBATTRE. »

formes ? Bref, de travailler sous un autre mode que celui d'affirmations qui se succèdent. Et ma troisième proposition, c'est qu'on s'attache au local. Pas pour devenir de grands décentralisateurs comme à chaque fois que nous sommes dans l'opposition.

Je crois qu'il faudrait éviter cet écueil. Mais peut-être pour d'autres raisons, d'abord localement, nous avons encore un petit peu d'avance sur En Marche, profitons-en pour nous structurer. Localement, nous le savons bien, c'est un lieu idéal pour rencontrer nos électeurs et nous en

avons besoin. Et aussi, peut-être, parce que localement, on pourrait conduire ou construire ce débat idéologique sur ce que nous sommes, mettre le doigt sur des politiques qui nous distinguent effectivement de la droite, mais aussi sur celles qui ne nous en distinguent plus guère. Et nous interroger pourquoi. Est-ce que localement notre grand débat, il est comme il a pu être, entre le capital que l'on imposait avec l'impôt foncier et le travail, ou est-ce que le débat est de savoir comment nous situons nos collectivités dans un rapport à l'autre, à la mondialisation, ou au contraire à une forme de patriotisme, de repli local ? Quels sont les débats que nous avons ? Quelles sont les attitudes que nous prenons ? Est-ce que l'analyse de ces attitudes ne nous permettrait pas d'avoir moins d'affirmation dans la façon dont nous nous situons au niveau national et d'aller plus loin dans le débat sur nos priorités ? Voilà les quelques éléments que je voulais mettre en partage. Une partie de la France va être à la lumière dans les prochains jours, cette partie de France qui gagne, qui est métropolitaine, optimiste. Si nous avons un rôle, c'est de continuer de nous attacher à ceux qui vont se retrouver dans l'ombre, c'est là notre utilité. Je vous remercie.



## « PORTER LES VALEURS DES SOCIALISTES »



### RÉSOLUTION ADOPTÉE AU CONSEIL NATIONAL DU SAMEDI 24 JUIN 2017

Après des primaires réussies, c'est avec Benoît Hamon que nous avons mené campagne dans une élection présidentielle insaisissable sur le fond, troublante dans ses rebondissements, inquiétante par le poids de l'extrême droite.

À l'issue du premier tour, nous avons appelé à voter pour Emmanuel Macron face à Marine Le Pen. Cette décision était fidèle à nos principes comme à notre histoire. Le Parti socialiste a toujours été au rendez-vous du combat contre le Front national.

Nous sommes fiers d'avoir contribué à freiner la poussée nationaliste en soutenant explicitement le Président de la République, sans réserve ni condition. Mais notre attachement à la République n'était pas un blanc-seing au projet défendu par Emmanuel Macron.

Nos candidats aux élections législatives sont venus rappeler nos engagements pour la conquête de nouveaux droits, la nécessité de justice sociale et territoriale, l'impératif écologique, la protection des salariés, la priorité donnée à l'éducation comme au respect des contre-pouvoirs.

Autant de valeurs qui n'ont pu trouver de résonance dans les premiers actes du gouvernement d'Édouard Philippe, issu de la droite.

Le Parti socialiste défend la vision d'une démocratie accomplie dans laquelle le respect du rôle du Parlement, la place de l'autorité judiciaire, l'autonomie des collectivités locales, l'indépendance de la presse ou encore l'affirmation du paritarisme constituent des éléments essentiels. Aucun ne peut être considéré comme un « obstacle » à l'action publique car il est, au contraire, le garant de sa légitimité devant les Français et donc de son efficacité.

Le Parti socialiste est attaché à la justice sociale sans laquelle il ne peut exister de progrès. Notre formation est opposée au recul de la protection des salariés, à l'affaiblissement des services publics, à la remise en cause de la refondation de l'école ou de la justice fiscale. Plus que jamais, notre pays a besoin de solidarité entre les citoyens, comme entre les territoires, pour répondre aux défis qui lui font face.

À l'exception de la loi sur la moralisation de la vie publique qui s'inscrit dans la continuité de ce qui a été réalisé lors du précédent quinquennat, le Parti socialiste ne peut se reconnaître dans les mesures annoncées ou déjà engagées par le gouvernement. Il exprime ainsi ses vives inquiétudes sur le projet de loi anti-terroriste qui porte atteinte à l'État de droit comme sur le contenu du projet de loi d'habilitation à légiférer par ordonnances qui fragilise les protections de nos concitoyens.

Nous nous situons donc clairement dans l'opposition au gouvernement d'Édouard Philippe. Nous ne voterons pas la confiance à ce gouvernement.

Dans cette mandature, le Parti socialiste se prononcera avec une double constance sur les réformes qui seront présentées par l'Exécutif : en contribuant à ce qui sert l'intérêt général et en portant la voix de celles et ceux qui espèrent en une société plus juste et fraternelle.

**C'EST AINSI QUE NOUS PORTERONS LES VALEURS DES SOCIALISTES.**



Maison de la Chimie  
Samedi 24 juin 2017

Conseil national  
PS  
SOCIAL-ÉCOLOGIE

